

LE GOUVERNEMENT VA L'INCLURE DANS LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE DE 2021

Un nouveau régime TVA applicable aux futures zones franches

P. 5

CRÉSUS
QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

EQUIPE NATIONALE

Les fracassantes révélations de Belmadi

Page 14

CONFINEMENT À 33 000 DA, ROME ET FRANKFURT BIENTÔT DESSERVIS ET RETOUR DE TUNISAIR

Le ciel algérien s'ouvre davantage

Alors que la reprise des vols, de et vers l'Algérie, est entrée en vigueur depuis hier, l'autorisation d'autres compagnies à desservir l'Algérie se précise de plus en plus. Page 3



LES DISCUSSIONS
SONT EN COURS

BP veut vendre ses actifs à ENI

Page 6

CONTAMINATIONS
AU COVID-19 EN HAUSSE

Attention au déni sanitaire !

Page 3

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

853 000 élèves au rendez-vous aujourd'hui

Plus de 853 000 élèves sur l'ensemble du territoire national passeront aujourd'hui l'examen de fin de cycle primaire 2020-2021, qui portera sur trois épreuves dans les matières principales l'arabe, les mathématiques et le français. Page 4



CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Mercredi 2 Juin 2021 ■ 7^{ème} année n°655 ■ Prix 20 DA ■ Étranger 1 euro

CARNETS DE CAMPAGNE

Zitouni se lâche sur les boycotteurs

A contre-courant des positions du mouvement El Bina et le parti El Moustakbel, Abderrezak Makri le leader du MSP, a estimé, hier, lors du forum de Djazaïr One que la libération des hommes d'affaires en échange de la restitution de l'argent volé encouragerait la mafia...

Makri ne veut pas entendre parler de la réhabilitation et la libération des patrons d'entreprises incarcérés en échange de la restitution de tout l'argent détourné. Deux chefs de partis en l'occurrence Belaïd Abdelaziz et Abdelkader Bengrina avaient évoqué le sujet la semaine dernière estimant qu'il est préférable de les libérer sous condition qu'ils rendent l'argent qui servira à donner un coup de fouet à l'économie nationale qui en a bien besoin en ces temps de disette. «Parler d'un accord avec ces personnes ouvrirait les portes d'un recyclage de tous les corrompus» dit-il et d'ajouter : «Aujourd'hui la question ne se pose pas. L'Etat ne peut pas à l'heure actuelle se permettre une telle mesure. Les gens vont se moquer de cette décision. Peut-être que plus tard lorsque l'État sera fort la question se posera alors». Et au patron du MSP, de ressasser chaque jour qui passe le même leitmotiv. «Si nous gagnons cette élection, je serai le futur Premier ministre. C'est une suite logique et un droit légal. Dans le cas contraire, nous pouvons dire que nous nous sommes embarqués dans un processus frauduleux» avertit-il soutenant que son parti qui s'est basé sur une étude interne stipule que le programme du parti «devrait permettre à l'Algérie de devenir dans les cinq ans à venir, la première dans le secteur des services et de s'arrimer ensuite parmi les premiers des pays industrialisés dans le monde». Le leader du MSP a dans le même temps évoqué l'industrie militaire qui, dit-il, «devrait booster l'industrie du pays. Elle devrait même permettre de satisfaire la demande locale» ajoute-t-il. Le SG du RND, Tayeb Zitouni, a quant à lui proféré de graves accusations à l'endroit de certaines parties qui ont boycotté le scrutin d'être des porte-



voix des ennemis de l'Algérie et celui d'hier d'avoir «reçu de l'argent de l'étranger» pour dénigrer le pays. Il a ensuite révélé qu'il «existe un plan bien étudié de partition du pays et ses institutions plus que jamais d'actualité». Sur un autre plan, Tayeb Zitouni a mis l'accent à El Bayadh sur l'impératif d'exploiter, de la meilleure façon qui soit, les atouts nationaux afin de réaliser le décollage économique dans le cadre de l'Algérie nouvelle. Zitouni a précisé que le RND aspirait, à travers son programme, à réaliser le «véritable décollage économique à travers une meilleure exploitation des richesses et atouts nationaux, et à atteindre le développement du secteur de l'agriculture sur lequel le pays mise beaucoup pour arriver à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire». Le SG du parti du FLN, Abou El Fadl Baâdji a souligné à Ouenza que sa formation politique œuvrait à «formuler un nouveau projet sociétal pour faire face aux futurs défis que doit relever l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce projet sera formulé par des cadres et des compétences en histoire, en économie, en sociologie, en sciences politiques et en psychologie», a-t-il précisé, ajoutant que l'application de ce projet «exige la coordination des efforts, la mobilisation des moyens nécessaires ainsi qu'une forte volonté politique».

DJABALLAH CROIT À LA TRANSPARENCE DES ÉLECTIONS

Le président du FJD, Abdallah Djaballah, a affirmé depuis Bordj Bou-Arréridj que la

participation de sa formation aux prochaines élections visait à «opérer le changement et instaurer une bonne gouvernance». Abdallah Djaballah a estimé que le refus de participer aux précédentes élections «était un acte négatif et infructueux», considérant que le boycott permanent des élections a «contribué à consacrer la corruption sous toutes ses formes. La décision du FJD de participer aux prochaines législatives vise la sensibilisation du peuple et son encouragement à aller voter pour opérer le changement et instaurer une bonne gouvernance en plébiscitant des candidats compétents et intègres qui le représenteront dans la future APN et contribueront efficacement au contrôle et à la défense de l'intérêt général». Quant au président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, celui-ci a mis l'accent hier à Timimoun sur «la transparence dans l'attribution du foncier agricole et l'aménagement et l'équipement de périmètres, et la levée des contraintes bureaucratiques entravant l'investissement et visant à faire de l'Algérie un pays d'importation dépendant de l'étranger dans divers domaines». Le président du Mouvement El-Bina a salué les déclarations des hautes instances du pays tendant à «garantir la transparence de l'opération électorale et la protection de la voix de l'électeur pour permettre au peuple d'élire en toute démocratie ses représentants à la future Assemblée populaire nationale». Le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini, a appelé depuis Oum El-Bouaghi, le secteur privé à «contribuer à l'absorption du chômage». Dans le même

temps, il a souligné que le problème du chômage des jeunes «ne peut être résolu qu'en recourant uniquement au recrutement dans le secteur public», arguant que le «pourcentage des jeunes dans la société est élevé». Il a exhorté les patrons d'entreprises du secteur privé à embaucher les jeunes pour leur permettre de «bénéficier de la sécurité sociale, de salaires décentes et le droit aux congés. Si des plans d'actions sont élaborés de manière bien étudiée et les expériences des cadres algériens mises à profit, le décollage du secteur agricole aura lieu», a-t-il ajouté, considérant d'«irrationnel d'importer des céréales eu égard aux potentialités de l'Algérie en matière de terres agricoles et de main-d'œuvre jeune. Nous devons retrouver notre statut de pays producteur de céréales», a martelé Ghouini. Le président du FAN, Djamel Benabdeslam, a affirmé à Guelma, que la participation de sa formation politique aux prochaines élections «n'est pas une affaire de postes et d'acquis, mais elle est dictée par le souci de préserver l'Etat-nation». Benabdeslam a affirmé que son parti participe pour «l'édification de l'Algérie nouvelle et non pour l'intérêt personnel comme le prétendent certains», considérant que le projet de sa formation politique «est une poursuite du projet national stratégique de construction d'un Etat algérien indépendant et fort». Il a considéré, en outre, que «si les élections aboutissent à une bonne Assemblée populaire nationale, on pourra attester que la locomotive de l'Algérie nouvelle a démarré».

Mahmoud Tadjer

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Les partis font valoir «la pertinence» de leurs programmes

Les partis politiques continuaient hier à la faveur de la campagne électorale, à faire valoir la pertinence de leurs programmes respectifs pour séduire le plus large potentiel d'électeurs et ce, en perspective des législatives du 12 juin courant. Ainsi, et depuis Timimoune, le président de Harkat El Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, a plaidé pour «la réhabilitation» de cette nouvelle wilaya, à travers «la relance des secteurs agricole et de l'industrie agroalimentaire, aux niveaux local et national», tout en préconisant «la revalorisation d'un million d'hectares de terre agricole». A partir de Ghardaïa, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a assuré, lundi soir, la présence de candidats «jeunes et compétents» au sein de cette formation politique, ce qui est à même, selon lui, de «donner un nou-

veau souffle à la vie parlementaire et au développement du pays». S'exprimant au cours d'un meeting populaire animé au centre culturel de la daïra de Daya Ben Dahoua, le même responsable a ajouté que «pour consolider la démocratie dans notre pays et restaurer la confiance des citoyennes et citoyens envers les institutions, il est primordial de choisir le candidat compétent, jeune et intègre». De son côté, le président d'El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaïbèche, a affirmé, lundi depuis Tamanrasset, que son parti politique «disposait d'un riche programme», précisant que les candidats de cette formation «veilleront à prendre en charge les différents problèmes locaux rencontrés par les citoyens dans toutes les wilayas du pays, et à les transmettre aux autorités publiques». De son côté, le président du Mouvement El-

Islah, Filali Ghouini, a appelé, lundi depuis Oum El Bouaghi, le secteur privé à «contribuer à l'absorption du chômage», estimant que celui-ci «ne peut être résolu par le seul recours aux recrutements dans le secteur public», arguant que le «pourcentage des jeunes dans la société est élevé». Enfin, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam a relevé, lundi soir à Sedrata (Souk Ahras), que la prochaine échéance est «une opportunité pour opérer le changement à travers la volonté du peuple», prévoyant que ce rendez-vous se déroule dans des conditions ordinaires, grâce à l'Autorité nationale indépendante des élections qui veille au bon déroulement de ce rendez-vous politique.

Synthèse R. N.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com
Fax : 021 65 77 85

REDACTEUR EN CHEF
SAID MEKLA

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger

Tirage :
4000 exemplaires

Publicité :
ANEP 01, rue pasteur, Alger

Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43

Fax. : 021 73 95 59

CONFINEMENT À 33 000 DA, ROME ET FRANKFURT BIENTÔT DESSERVIS ET RETOUR DE TUNISAIR

Le ciel algérien de plus en plus ouvert

Alors que la reprise des vols de et vers l'Algérie, est entrée en vigueur depuis hier, l'ouverture du ciel algérien ou plutôt l'élargissement des pays de destination et l'autorisation d'autres compagnie à desservir l'Algérie, se précisent de plus en plus.

La compagnie aérienne nationale a annoncé «une évolution» du programme des vols. Il s'agit, en effet, de «vols au départ de l'Algérie et à destination de Rome et de Frankfurt, en cours de préparation», a précisé Air dans un communiqué laconique sur sa page Facebook. Sans fournir d'amples détails, et en choisissant le jour même de la réouverture partielle des frontières pour faire une telle annonce, la compagnie tente, semble-t-il, de calmer la colère des membres de la communauté algérienne établis à l'étranger qui ont contesté les conditions d'entrée, notamment la limitation des pays de destination à quatre (France, Turquie, Tunisie et Espagne). Outre ces dessertes vers l'Allemagne et l'Italie qui vont entrer en vigueur prochainement, l'évolution concerne le volet financier. Et c'est «en application des nouvelles directives des autorités» qu'Air Algérie a annoncé la révision à la baisse des frais de la prise en charge exigés à l'embarquement à tout voyageur, couvrant un confinement sanitaire obligatoire de 5 jours dès l'arrivée à l'aéroport. Ainsi, de 41 000 DA, le «pack» confinement «est réduit à 33 000 DA TTC par passager», a précisé la compagnie, appelant par l'occasion les demandeurs de dispense de paiement de ces frais que sont les étudiants et les personnes âgées à faible revenu, à joindre leurs dossiers à adresser aux représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, des «pièces justificatives». Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, le Président Abdelmadjid Tebboune a ordonné pour rappel, de «dispenser les étudiants et les personnes âgées à faible revenu, parmi les Algériens de retour au pays», de payer les frais d'hébergement relatifs à l'isolement et de «baisser les frais d'hébergement de 20% pour (tous) les Algériens de retour au pays». Des mesures prises au lendemain d'un appel adressé par pas moins de 23 associations repré-



sentants les Algériens de la diaspora, au chef de l'Etat, demandant «son intervention» pour mettre fin aux pratiques qu'elles ont dénoncées et «répondre favorablement aux revendications de la communauté algérienne à l'étranger».

Les signataires avaient appelé à la révision des tarifs des billets, à l'ouverture des vols vers des pays autres que les quatre concernés par la reprise des vols, à la suppression du confinement pour les personnes vaccinées et/ou porteuses d'un

test PCR négatif, à la révision à la baisse des frais dudit confinement et à l'autorisation d'achat de billets chez d'autres compagnies. Il est clair, donc, que les annonces d'Air Algérie, entrent bien dans l'optique de satisfaction d'une partie de ces revendications. Et malgré la prudence des autorités à rouvrir complètement les frontières aériennes, à cause de la persistance de la pandémie de coronavirus, une autre souplesse vient s'ajouter aux mesures annoncées, pour les voyageurs en provenance de la Tunisie. En effet, la compagnie aérienne Tunisair reprendra ses vols vers l'Algérie le 7 juin prochain. «Après une suspension en raison de la pandémie de Covid-19, Tunisair a le plaisir de vous annoncer la reprise de ses vols vers l'Algérie à compter du 07 juin 2021», a indiqué la compagnie dans un communiqué, invitant les voyageurs se rendant en Algérie à «présenter lors de l'enregistrement en Tunisie, un certificat du test PCR négatif dont la date n'excède pas les 36 heures avant le départ et la fiche sanitaire dûment renseignée» dont le formulaire est téléchargeable via le lien : <https://cutt.ly/ong47bl>. Ainsi, la seule doléance insatisfaite et qui attise toujours la colère est celle relative aux tarifs des billets en TTC en aller-retour, chez Air Algérie, jugés très excessifs. Ainsi, au départ de Tunis, le billet est à 591 dinars tunisiens, au départ de Istanbul, à 686 dollars, de Paris 518 euros, de Marseille à 391 euros et enfin à 317 euros au départ de Barcelone.

Aïssa M.

AIR ALGÉRIE A REPRIS DÈS HIER SES DESSERTES VERS L'INTERNATIONAL

Grand soulagement pour les usagers et... la compagnie

Après une fermeture qui a duré plus de 14 mois, les vols internationaux de la compagnie aérienne nationale Air Algérie, ont officiellement repris hier. Un premier avion a décollé hier à 9h15, de l'aéroport Houari Boumediène d'Alger à destination de Paris-Orly. Un premier vol d'un programme hebdomadaire, qui draine beaucoup de monde. Pour cette reprise, un dispositif sécuritaire strict et un protocole sanitaire rigoureux sont mis en place à l'entrée du hall de l'aéroport, à commencer par la prise de température, en passant par l'enregistrement, le contrôle policier, le contrôle douanier, l'attente au niveau du salon d'embarquement, jusqu'à l'accès à l'avion. Munis de leur test PCR de moins de 36h, en plus des documents de voyages, les passagers devaient suivre un parcours, en observant une distance physique avec port du masque et utilisation du gel hydroalcoolique à toutes les étapes du parcours. Une fois toutes les

formalités policières, douanières et sanitaires accomplies et en présence des responsables de l'aéroport dont le DG, le premier avion a décollé à 9h15 à destination de l'aéroport français Orly dans la capitale française, alors que le vol retour est annoncé pour 15h30. «Nous allons offrir les meilleures conditions possibles pour accueillir aujourd'hui les 250 ressortissants qui prendront le 1er vol aujourd'hui», a déclaré Samir Andaloussi, directeur de communication d'Air Algérie. Une situation qualifiée de normale, par le directeur de la communication de la compagnie Amine Andaloussi. «Cette reprise n'est que partielle. Dès l'ouverture de la vente des billets les clients ont pris d'assaut nos agences, qui ont subi une pression sans précédent. Notre système de réservation sur le web était également saturé» dit-il. Le chargé de communication d'Air Algérie, fait savoir que cette reprise «n'est pas totale» car les capacités sont limitées par des vols

hebdomadaires. Elle est juste pareille pour permettre aux gens de se déplacer afin de satisfaire des besoins de mobilités extrêmes. Air Algérie a rappelé lundi dernier dans un communiqué, que les seuls les détenteurs de billets d'avions confirmés, pourront embarquer depuis l'étranger vers l'Algérie, car aucune liste d'attente n'est ouverte au niveau des aéroports de départs. «Pour les départs de l'étranger vers l'Algérie, tous les passagers doivent être munis de billets confirmés sur le vol réservé. Aucune liste d'attente n'est ouverte au niveau de l'aéroport», souligne la même source. Il convient de rappeler que trois vols hebdomadaires de et vers la France seront assurés par la compagnie algérienne, à raison de deux vols de/vers Paris et un vol de/vers Marseille, en plus d'un vol hebdomadaire qui sera assuré de/vers la Turquie (Istanbul), l'Espagne (Barcelone) et la Tunisie (Tunis).

CONTAMINATIONS AU COVID-19 EN HAUSSE

Attention au déni sanitaire !

Plus de 300 cas de contaminations au Covid-19 recensés hier en fin de journée dans un contexte de relâchement général en matière de précautions malgré l'appel des autorités à la vigilance, face aux variants notamment. Par ailleurs, aucun bilan n'a été communiqué par les services compétents quant au taux de vaccination de la population après l'acquisition de plusieurs lots de vaccins ces derniers mois.

Il suffit de prendre un bus ou faire le marché pour se rendre compte que la majorité des citoyens a abandonné les gestes barrières face à la pandémie qui n'est pourtant pas terminée. Le gouvernement qui se réunit régulièrement a reconduit à plusieurs reprises le confinement nocturne dans plusieurs wilayas en appelant, à chaque fois, l'ensemble de la population à maintenir le dispositif de mesures de précaution. Les bilans de contaminations, de décès et de personnes guéries sont rendus publics au quotidien et celui d'hier témoigne d'une hausse inquiétante des cas. Plus de trois cents cas de nouvelles contaminations ont été signalés, hier, en fin de journée alors qu'on était, il y a moins de trois semaines, en dessous de la barre des 100 sujets nouvelle-

ment atteints. Huit décès à déplorer et un peu plus de deux cents malades qui se sont rétablis ce qui confirme un taux de mortalité encore important surtout chez les patients souffrant de pathologies associées. Un tableau qui devrait participer à la sensibilisation des foyers à travers les réseaux sociaux qui publient à la fois ces chiffres et les avis de décès des victimes du Covid quand certains voudraient croire que la pandémie ne serait qu'un mauvais souvenir. Il est vrai que comme dans nombre de pays qui sont dans une phase de déconfinement, l'Algérie a amorcé une reprise progressive des activités rassemblement du public à l'instar du transport tel le train ou l'aérien ces dernières 24 heures en attendant le métro d'Alger. En même temps, le port du masque, toujours recommandé, n'est plus surveillé par les services de sécurité qui verbalisaient il y a quelques mois les citoyens qui ne le portaient pas. Si bien que le relâchement est général et qu'une nouvelle vague de contamination plus grave peut se produire avec ses conséquences fâcheuses à grande échelle, selon les spécialistes qui ne cessent de mettre en garde les citoyens. Parce que la vaccination n'a pas encore

atteint la cadence attendue pour protéger les catégories les plus vulnérables et stopper la chaîne de contamination. En effet, on ne sait pas si les différents lots de vaccins acquis ces derniers mois ont été épuisés alors qu'un responsable du ministère de la Santé, Mme Ouahiba Hadjoudj, a fait part de la réception un nouveau quota de 500 000 doses du vaccin chinois Sinovac lundi dernier. Madame Hadjoudj ayant ajouté que «d'ici la fin juin, 5,5 millions de doses devaient être livrées en plus d'un autre quota de 3 millions d'unités qui sera reçu en juillet, août et septembre.»

Des commandes qui prouvent le retard évident dans l'opération de vaccination au moment où les Algériens s'exposent plus que jamais à la contamination en raison d'une sorte de déni sanitaire collectif. Il faudra que les autorités réagissent à l'approche de la saison estivale caractérisée par les rassemblements de milliers de personnes lors des cérémonies de mariage, de circoncisions ou sur les plages. Afin d'éviter que la reprise de la vie normale ne se fasse pas au détriment de la santé publique.

Nordine Mzala

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

853 000 élèves au rendez-vous aujourd'hui

Plus de 853 000 élèves sur l'ensemble du territoire national passeront aujourd'hui l'examen de fin de cycle primaire 2020-2021, qui portera sur trois épreuves dans les matières principales l'arabe, les mathématiques et le français.

Selon l'Office national des examens et concours (Onec), le nombre de candidats a atteint 853 391 candidats, dont 436 469 garçons et 416 922 filles, répartis sur 14 472 centres d'examen au niveau national. Les candidats passeront les épreuves de langue arabe et de mathématiques dans la matinée, alors que l'épreuve de français aura lieu dans l'après-midi, selon le planning des examens. Le compostage des copies se fera au niveau de 13 centres de collecte avant de les répartir sur 62 centres de correction qui débutera le 7 et se poursuivra jusqu'au 17 juin. L'année dernière, le ministère de l'Education nationale a adopté une série de mesures sur la base des décisions du Conseil des ministres en mai 2020 concernant notamment l'organisation des examens nationaux session 2020 suite aux conditions sanitaires imposées par la pandémie du Covid-19. Ces mesures prévoyaient la suppression de l'examen de fin de cycle primaire et l'approbation du passage en classe supérieure en calculant la moyenne des premier et deuxième trimestres et en fixant la moyenne d'acceptation à 4,5 sur 10. Le Commandement de la Gendarmerie nationale a pris une série de mesures



pour la sécurisation des établissements scolaires, au niveau national, lors des épreuves. Ces mesures prévoient la mise en place de formations fixes et mobiles, l'intensification des patrouilles de contrôle et l'implication des formations aériennes en vue de faciliter le trafic routier notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen. Les équipes de protection des mineurs accompagneront les candidats au niveau des accès aux centres d'examen d'autant que ce dernier se déroulera dans une

conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la pandémie du Covid-19, d'où la nécessité de poursuivre l'application du protocole sanitaire décidé par les pouvoirs publics. La Protection civile a mis en place un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision des examens scolaires de fin d'année 2020-2021. Dans le cadre de ce dispositif, les services techniques de prévention de la direction générale de la Protection civile ont effectué plusieurs visites au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et

centres d'examen réquisitionnés, pour veiller au respect des mesures de prévention et de sécurité liées à la pandémie du Covid-19. Les unités de la Protection civile ont effectué, dans ce cadre, plusieurs opérations de désinfection à travers 19 206 centres d'examen réquisitionnés pour accueillir les candidats, dont 13 341 pour l'examen de fin de cycle primaire (5e), 2 513 pour le Brevet d'enseignement moyen et 3 352 pour le Baccalauréat, et 217 centres de correction.

R. N.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Affaf Megari, condamnée à une année de prison ferme

Affaf Megari a été condamnée lundi dernier à une année de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA, par le juge du tribunal de Sidi M'hamed alors que le parquet avait requis 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 100 000 DA, lors de son procès le lundi 24 mai dernier. Le même tribunal a également prononcé des verdicts à l'encontre de Belghomari Abdelhak, condamné à 6 mois de prison ferme, assortie d'une amende de 50 000 DA. Les militants Haddad Saïd et Azib Sofiane, ont été condamnés à une amende de 50 000 DA. A Constantine, Saïd Kermani et Abderrahmane Kermani, placés sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction lundi dernier, en comparution immédiate au tribunal d'El Ziadia, indique également le CNLD. Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a requis une année de prison ferme contre dix manifestants interpellés le 14 mai dernier. Sur les dix manifestants, six personnes comparaissent libres (Zerouki Mohamed, Mohamed Elarbi Maouch, Moukadem Saïd, Bouzouaoui Mohamed, Kouache Bilal, Merzoug Antar) et quatre personnes détenues comparaissent à distance via Skype depuis la prison d'El Harrach (Maïcha Abdelkhalek, Sadaoui Saâd, Mansouri Nadir et Saâdoun Mouad Akacha). Le juge du tribunal a renvoyé le verdict, dans l'affaire des dix prévenus, pour le 7 juin prochain. A noter que, jusqu'au 30 mai 2021, 190 détenus d'opinion sont dans les prisons depuis le début du Hirak le 22 février 2019, selon le dernier comptage du CNLD.

ACCUSÉE D'OUTRAGE À CORPS CONSTITUÉ

La journaliste Kenza Khatto condamnée à 3 mois de prison avec sursis

Le tribunal de Sidi M'hamed a condamné, hier, la journaliste Kenza Khatto à trois mois de prison avec sursis assortie d'une amende de 20 000 DA pour «outrage à corps constitué». Kenza Khatto a été affranchie de l'accusation d'«atteinte à l'unité nationale». Le parquet a requis un an de prison ferme lors de son procès qui s'est déroulé le 25 mai dernier. La journaliste a été arrêtée le 14 mai dernier à Alger-Centre alors qu'elle couvrait la manifestation.

AMBASSADE D'ITALIE

Reprise partielle des demandes de visas d'affaires Schengen

L'ambassade d'Italie en Algérie, a annoncé hier dans un communiqué, la reprise «partielle», dès hier mardi, du traitement des demandes de visas d'affaires Schengen pour l'Italie. «En considération des derniers développements et des perspectives futures de moyen et long termes, l'ambassade d'Italie en Algérie annonce qu'à partir du 01/06/2021 reprendra partiellement le traitement des demandes de visa d'affaires Schengen pour l'Italie», précise le communiqué, ajoutant que «cette initiative vise notamment à soutenir, initialement, les communautés d'affaires algérienne et italienne et la reprise économique».

La même source souligne, qu'en particulier, sur instruction de l'ambassade d'Italie à Alger, son partenaire VFS Global «contactera, en voie prioritaire dans cette première phase, tous les titulaires d'un visa d'affaires Schengen de circulation (validité d'une année ou plus) qui a été délivré par l'ambassade d'Italie en Algérie et qui a expiré pendant la pandémie, pour leur proposer

une prise de rendez-vous auprès de l'un de ses centres visas actuellement ouverts (Alger, Oran, Constantine).

L'ambassade explique, en outre, que «les intéressés seront tenus à présenter toute la documentation nécessaire pour un visa d'affaires, dont la liste qui sera fournie par VFS Global, y compris la lettre d'invitation d'une entreprise italienne pour des voyages d'affaires en Italie». Elle rappelle que, dans le cadre des mesures pour contenir la diffusion du Covid-19, «les différents Etats Schengen, y compris l'Italie, ont introduit des restrictions de voyage et qu'une restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'Union européenne est toujours en vigueur».

Les restrictions pourraient être maintenues, assouplies ou réintroduites en fonction de la situation épidémiologique et sur la base des décisions des autorités nationales concernées dans les différents pays», note la même source. L'ambassade d'Italie précise, toutefois, que les titulaires

d'un nouveau visa Schengen, ou d'un visa Schengen toujours en cours de validité «ne sont pas automatiquement autorisés à rentrer dans le territoire italien et Schengen et doivent se conformer aux restrictions de voyage en vigueur au niveau Schengen et au niveau du pays de première entrée dans l'espace Schengen». Il appartient, en effet, à chaque voyageur de vérifier les restrictions de voyage en place avant le départ. Dans ces circonstances, les intéressés pourraient être donc obligés à reporter éventuellement leur voyage en Italie, tout en profitant, cependant, dans le moyen et long termes du «renouvellement de leur visa de circulation grâce à cette initiative de l'ambassade d'Italie», ajoute le communiqué. Concernant les mesures en vigueur en Italie, et leur «constante et progressive mise à jour», l'ambassade invite à consulter son site internet (www.ambalgeri.esteri.it) ainsi que le site web du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (www.esteri.it).

LE GOUVERNEMENT VA L'INCLURE DANS LA LOI DE FINANCES DE 2021

Un nouveau régime TVA applicable aux futures zones franches

Le gouvernement Djerad s'apprête à introduire dans la loi de finances complémentaire 2021 un nouveau régime applicable aux futures zones franches en matière de TVA.

Un des principaux objectifs de la création de zones franches est d'accroître les exportations, exonérées de droits nationaux à l'importation et à l'exportation. Ces zones franches disposent désormais du régime d'exportateurs indirects. La loi de finances complémentaire 2021 va introduire un nouveau régime applicable à ces zones en matière de TVA. Les opérations réalisées entre les entreprises situées dans une même zone franche ou avec des entreprises implantées dans d'autres zones franches sont, désormais, exonérées de TVA avec droit à déduction. Par ailleurs le régime fiscal appliqué aux zones franches prévoit l'exonération pour les opérations de vente, qui sont assimilées aux exportations. Dans le même ordre d'idées, les prestations de services aux entreprises installées hors zones franches sont elles aussi exonérées de TVA à condition que la facture soit libellée au nom de l'entreprise située dans une zone franche et que le règlement soit effectué en devises. Même si les sociétés des zones franches ne facturent pas et ne récupèrent pas la TVA, elles doivent néanmoins faire une déclaration de cette taxe en précisant: «Néant». Car, il s'agit d'une obligation légale. Quant à la périodicité de ces déclarations, elle est trimestrielle, car le chiffre d'affaires taxable de l'année dernière était nul et, en plus, les sociétés de la zone franche étaient hors champ d'application. En revanche, à partir de 2021, si le chiffre taxable de 2020 est supérieur à 1 million de DA, la déclaration deviendra mensuelle. Cet avantage sera réservé aux entreprises du territoire assujéti qui exportent directement à l'étranger. Aussi, les membres de l'écosystème de l'export étaient-ils exclus de ce régime fiscal. Ce qui empêchait l'intégration industrielle entre les zones



franches et le reste du pays. En décidant d'opter pour cette politique de zones franches, l'Algérie va enregistrer une percée majeure dans le processus de réformes pour l'ouverture économique du pays.

BELLARA ET SIDI ABDALLAH DÉJÀ OPÉRATIONNELLES

Le nouveau modèle économique a inclus la création de zones franches, appelées dans ce document zones spécifiques d'exportations avec des règles de change et de création d'entreprises plus simples. L'objectif est de favoriser le développement économique notamment par des aides accordées aux entreprises en contrepartie

d'une implantation dans ces zones. En effet, les gouvernements ajoutent souvent à ces privilèges d'autres avantages, tels que des incitations fiscales, réglementaires, administratives et financières. Les zones franches proposent des quartiers d'affaires équipés et tout confort, des installations et l'infrastructure de communication nécessaires pour répondre aux besoins des hommes d'affaires et investisseurs. Traditionnellement, les entreprises doivent être détenues à au moins 51 % par l'Etat. Les entreprises inscrites dans une zone franche peuvent cependant être entièrement détenues par des étrangers. Elles peuvent également être exemptées des taxes et droits

de douane, sans perception sur les exportations/importations. Les autres avantages commerciaux sont en particulier l'absence de limitations au niveau du recrutement ou des partenariats. En décidant d'opter pour cette politique de zones franches, l'Algérie va enregistrer une percée majeure dans le processus de réformes pour l'ouverture économique du pays. Le nouveau modèle économique a inclus la création de zones franches, appelées dans ce document zones spécifiques d'exportations avec des règles de change et de création d'entreprises plus simples. Pour de nombreuses entreprises, l'ouverture d'un bureau dans une des nombreuses zones franches est une perspective attrayante, étant un lieu clé, qui propose un marché libre, une infrastructure de pointe, une stabilité politique, une économie en plein boom et des politiques d'exemption de taxes. Deux zones franches ont été spécialement conçues, par ailleurs, afin de faciliter l'implantation de projets réalisés par des investisseurs étrangers. L'une, située dans la ville nouvelle de Sidi Abdallah, dans la périphérie d'Alger, est destinée à accueillir un pôle de développement et de recherche pour les hautes technologies dans les domaines de l'information et des télécommunications. Je sais qu'il s'agit là aussi d'un domaine où les entreprises françaises manifesteront leur intérêt pour la conception et la réalisation de cette vaste technopole vu leur savoir-faire et leur expérience en la matière. L'autre est implantée à Bellara à Jijel, et s'étend sur une superficie de plus de cinq cents hectares. Aménagée à proximité d'un aéroport et d'un nouveau port d'une capacité de fret de 5 millions de tonnes, cette zone est reliée aux principaux axes routiers et ferroviaires.

Mahmoud Tadjer

INSTALLATION HIER DU DG DE L'EPTV CHABANE LOUNAKEL

Belhimer veut booster la télévision nationale



Les défis médiatiques nationaux, régionaux et internationaux de l'heure exigent la conjugaison des efforts de tous pour hisser l'Établissement public de télévision (EPTV) à la hauteur des attentes du téléspectateur algérien, a affirmé lundi dernier, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer. Dans une déclaration lors de la cérémonie d'installation de Chabane Lounakel au poste de DG de l'EPTV, Belhimer a indiqué que cette installation intervient dans le cadre de défis médiatiques nationaux, régionaux et internationaux qui exigent la mobilisation et la conjugaison des efforts de tous pour hisser l'EPTV à la hauteur des attentes du télé-

spectateur algérien. «Aujourd'hui, l'Algérie traverse une étape cruciale de son histoire politique. Nous nous apprêtons à organiser des échéances politiques importantes que sont les législatives du 12 juin prochain», a ajouté le ministre. Belhimer a mis en exergue, à cette occasion, le parcours professionnel et la longue expérience de Lounakel dans l'information et la gestion administrative, ce qui, a-t-il ajouté, «le qualifie à assumer les nouvelles missions avec un esprit de responsabilité et à œuvrer à donner l'impulsion attendue de lui à cet établissement stratégique». De son côté, le nouveau DG de l'EPTV s'est engagé à «œuvrer au renforcement de la télévision algérienne,

en tant qu'établissement vital et indispensable pour notre pays, particulièrement en cette étape. L'Algérie est un continent fait pour être leader. Nous devons lui fournir des établissements médiatiques à sa hauteur, afin qu'elle soit un exemple à suivre en matière de progrès, de liberté d'expression et de valeurs humaines», a-t-il ajouté avant de se dire confiant en «la concrétisation de résultats positifs, grâce aux compétences que compte l'établissement». Chabane Lounakel a été nommé en remplacement de Fethi Saïdi qui a assuré les missions du DG par intérim de la télévision, après qu'il a été mis fin aux fonctions de l'ex-DG, Ahmed Bensebane, le 2 mai dernier.

SA VISITE A ÉTÉ REPORTÉE DEUX FOIS

Jean Castex attendu en Algérie avant le 12 juin

Le Premier ministre français Jean Castex se rendra avant le 12 juin, jour des élections législatives en Algérie. Jean Castex co-présidera avec le Premier ministre Abdelaziz Djerad un Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), instance qui se réunit régulièrement pour faire le point notamment sur la coopération économique entre les deux pays. Ce comité ne s'est toutefois plus tenu depuis décembre 2017. La visite du Premier ministre s'inscrit dans le réengagement de la relation

«voulu par les deux présidents», souligne l'entourage de Jean Castex à l'hôtel Matignon, en saluant le contexte de réchauffement entre les deux pays. Elle a toutefois été retardée par l'hospitalisation à deux reprises du président Abdelmadjid Tebboune en Allemagne à la fin 2020 et au début de 2021 pour des complications liées à la Covid-19. Le rendez-vous a finalement été programmé malgré la nouvelle vague de coronavirus, qui mobilise pleinement l'exécutif et complique tout déplace-

ment international, afin de ne pas se tenir trop près des législatives anticipées prévues le 12 juin en Algérie. «Jean Castex a souhaité le maintenir pour témoigner de l'engagement de la France et faire un geste d'amitié vis-à-vis de l'Algérie», relève-t-on à Matignon. «Les deux présidents ont engagé une reprise de la relation franco-algérienne, dans un nouveau climat de confiance. Cela devait se traduire par la reprise de contacts bilatéraux et notamment par ce CIHN», ajoute-t-on.



PAIEMENT DES DETTES
DES MICRO-ENTREPRISES
EN DIFFICULTÉ

210 dossiers supplémentaires validés

Pour le paiement des dettes des micro-entreprises en difficulté, l'Agence nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej) a validé 210 dossiers supplémentaires sur 500 dossiers examinés, ce qui représente plus de 29 milliards de centimes, a indiqué hier un communiqué du ministère délégué chargé des Petites et Moyennes entreprises. Selon la même source, une septième séance de travail de la commission de garantie s'est tenue au siège de l'Anade, en présence des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques et de l'Anade. Lors de cette réunion, 500 dossiers soumis par des représentants de banques ont été examinés et 210 ont été validés pour le paiement des dettes des micro-entreprises concernées avec plus de 29 milliards de centimes, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux axes stratégiques tracés pour la relance du dispositif de l'Anade et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté en assurant le remboursement de leurs dettes ou en relançant leurs activités. Le ministère a rappelé que 285 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant en activité, pour les réexaminer et les accompagner à travers le rééchelonnement de leurs dettes et des plans de charge pour relancer leurs activités sur la base des accords conclus. Deux dossiers concernant deux micro-entreprises ont été définitivement réglés par le remboursement de leurs dettes auprès des banques et de l'Anade, selon la même source qui a précisé que trois dossiers ont été retournés aux banques pour non-respect des conditions de paiement. A cette occasion, le ministère a indiqué que le nombre des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés durant sept séances, s'élevait à 3 515 dossiers.

R. E.

LES DISCUSSIONS SONT EN COURS

BP veut vendre ses actifs à ENI

En pourparlers avec ENI, le groupe pétrolier britannique British Petroleum (BP) a affiché son intention de céder ses actifs en Algérie, au profit de l'entreprise italienne. Selon l'agence Reuters, qui a cité des sources ayant requis l'anonymat, ces négociations interviennent au moment où les deux groupes redoublent d'efforts pour «recentrer leurs activités» afin de faire face à «la baisse des marges de bénéfices», à «la hausse de la dette» et aux «pressions» qu'ils subissent pour réduire leurs émissions qui impactent le climat



L'agence britannique a indiqué que les deux groupes n'ont pas souhaité faire de commentaires à ce sujet. La même source a souligné que les principales sociétés énergétiques européennes «réduisent leurs portefeuilles pétroliers et gaziers pour ne conserver que les actifs susceptibles d'être rentables et redéployent des capitaux pour une transition énergétique au moment où l'incertitude plane sur la demande future de combustibles fossiles». Les sources de Reuters ont précisé que «BP et ENI étaient en pourparlers préliminaires pour que le groupe italien reprenne les actifs de BP en Algérie». Une des sources a expliqué que BP

envisagerait «une vente pure et simple» avec «une possible participation» dans les actifs d'ENI ailleurs, notamment dans le développement phare du gaz naturel liquéfié au Mozambique». BP et ENI ont également examiné l'idée de créer une joint-venture en Algérie similaire au modèle angolais, ont ajouté les mêmes sources. Selon l'agence de presse britannique, cet accord permettrait à BP de «céder ses actifs algériens après son échec depuis 2019 à vendre sa participation de 45,89% dans l'usine de gaz naturel d'In Amenas. BP détient également une participation de 33% dans l'usine à gaz d'In Salah». La même source a rappelé qu'en Algérie, les

groupes internationaux qui exploitent ou détiennent des participations dans les champs de pétrole et de gaz perçoivent des redevances fixes basées sur la production des champs, dans le cadre de ce que l'on appelle les accords de partage de production (PSA). Pour transformer leurs activités dans les décennies à venir, BP et ENI ont établi des plans. Ils envisagent d'abandonner la production d'hydrocarbures (pétrole et gaz) et de se convertir en producteurs d'énergies renouvelables, en se concentrant sur les marchés de l'électricité et ceux des entreprises à faible émission de carbone.

Hafid Mesbah

ACHAT ET VENTE DE GAZ NATUREL

Sonatrach signe un avenant avec ENI

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et son homologue italienne ENI ont signé hier à Alger un avenant au contrat d'achat et de vente de gaz naturel, lequel lie déjà les deux groupes depuis 1977. Cet avenant au contrat de vente de gaz, qui fixe les conditions commerciales de la livraison de gaz naturel pour l'année gazière 2021-2022, a été signé en marge d'une rencontre entrant dans le cadre des rencontres périodiques relative à l'examen des projets entre Sonatrach et ENI, a précisé Sonatrach dans un communiqué. Cet avenant définit

les principes de livraison par Sonatrach à ENI de volumes additionnels sur le marché italien, a ajouté le communiqué. Selon Sonatrach, cet avenant «réaffirme l'engagement des deux parties à consolider leurs relations existantes et poursuivre leur partenariat traditionnel marquant une nouvelle fois leurs volontés à renforcer la coopération de long terme entre les deux compagnies». S'agissant de la rencontre tenue hier au siège de Sonatrach, elle s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques relatives à l'examen des projets entre Sonatrach et ENI, au cours de

laquelle les deux compagnies ont passé en revue l'avancement des travaux concernant les projets d'exploration et de production.

Les deux compagnies ont, également, examiné lors de cette rencontre, les initiatives en cours sur la formation, le bio-raffinage, les opportunités à l'international et les projets d'énergie renouvelable, notamment la construction et la mise en œuvre du laboratoire solaire et dont la mise en œuvre est prévue pour le quatrième trimestre 2021», a souligné le communiqué.

R. E.



A L'ENTAME DES NÉGOCIATIONS DE L'OPEP+ Les prix du pétrole en hausse

Alors que les négociations de l'Opep+ ont débuté, le mouvement haussier ne montrait aucun signe de fatigue hier sur le marché du pétrole. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 70,95 dollars à Londres, en hausse de 2,35% par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet s'appréciait de 3,17% à 68,42 dollars. Le Brent et le WTI ont atteint un peu plus tôt dans la séance 71,18 dollars et 68,69 dollars, des prix respectivement plus vus depuis le 8 mars de cette année et le 23 octobre 2018. Les cours du brut progressent «car le marché est de plus en plus convaincu que la demande est bientôt sortie du tunnel»,

explique Louise Dickson, analyste de Rystad, après près d'un an et demi d'une pandémie de Covid-19 désastreuse pour les producteurs d'or noir. La reprise est même là, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui a relevé avant-hier ses prévisions de croissance mondiale pour 2021 et 2022.

Après une récession historique en 2020, qui a vu l'activité économique mondiale se contracter de 3,5%, l'OCDE prévoit une hausse du PIB de 5,8% en 2021, «le taux le plus élevé depuis 1973», a précisé l'économiste en chef de l'institution, Laurence Boone, lors d'une conférence de presse. «A cet enthousiasme s'ajoute le fait que l'Opep+

devrait laisser sa politique inchangée», ajoute Mme Dickson. Les investisseurs avaient, en effet, les yeux tournés vers le Sommet ministériel réunissant hier les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), emmenés par l'Arabie saoudite, et leurs alliés, dont la Russie, partenaires via l'accord Opep+, qui doit arbitrer sur leurs quotas de production à venir. Cette réunion est précédée du désormais mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC) qui a commencé par visioconférence peu avant la mi-journée. Le cartel doit cependant tenir compte de l'Iran, qui «attend en embuscade la levée de ses sanc-

tions», explique Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote Bank. La République islamique est en effet engagée dans des négociations indirectes avec les Etats-Unis à Vienne, par l'entremise des Européens, afin de ressusciter un accord encadrant son programme nucléaire. Si les pourparlers aboutissent, la levée d'un certain nombre de sanctions économiques, dont l'embargo sur le pétrole en vigueur depuis 2018, pourrait conduire à une forte hausse de la production de l'Iran. Le ministre du Pétrole iranien Bijan Namdar Zanganeh, cité par l'agence officielle Shana a, d'ailleurs qualifié de «priorité» un quasi-triplement de la production actuelle du pays.

R. E.

INSÉCURITÉ DANS LES TRAINS

La SNTF doit revoir sa stratégie

L'insécurité au niveau des trains est un phénomène récurrent qui ne cesse, à chaque fois de parler de lui en faisant réagir aussi bien les passagers, le personnel de la SNTF et les autorités.

Un fléau inquiétant qui a des répercussions importantes sur les plans économique et social et affecte l'image de l'entreprise. Les voyageurs qui prennent quotidiennement les trains de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) souffrent de l'absence de sécurité dans les wagons. Le domaine ferroviaire subit les agressions caractérisées. Des bandes de jeunes délinquants sèment la terreur dans ces trains, et en l'absence de contrôleurs, le voyage vire au cauchemar pour certains. La SNTF a revu sa stratégie de sécurité en introduisant des agents et contrôleurs à bord des trains et au niveau des quais. Malheureusement cette mesure n'a pas été aussi suffisante pour dissuader les contrevenants de semer la peur chez les voyageurs et le personnel de la compagnie. Le personnel se fait agresser sous les yeux des voyageurs pour différentes raisons, la plus récente est le refus de payer leurs billets. La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé hier des perturbations et des retards des trains de la banlieue d'Alger



en raison d'un mouvement de protestation du personnel, déclenché suite à l'agression d'un contrôleur au niveau de la gare de Mouzaia (Blida), par un voyageur en situa-

tion de fraude. « La SNTF déplore ce jour, mardi 01 juin 2021, à 10h00 mn, l'agression d'un contrôleur au niveau de la gare de Mouzaia (Blida), par un voyageur en situation de fraude. Ce comportement déplorable a conduit le personnel des trains à déclencher un mouvement de protestation, en solidarité avec leur collègue victime de cet acte inadmissible, qui a été sévèrement blessé et évacué à l'hôpital » a précisé la même source. Pour rappel, plusieurs autres cas attestent cette violence perpétrée dans les trains. Le 15 mai de l'année en cours, la SNTF, la Société nationale des transports ferroviaires a enregistré avec regret, au niveau de la halte du caroubier (Alger), des

comportements inadmissibles de la part de jeunes adolescents qui ont entravé la circulation des trains vers les gares d'El Affroun et de Zeralda, en actionnant abusivement les signaux d'alarme, ce qui a empêché le redémarrage du train et a engendré des perturbations dans la circulation des autres trains, a indiqué la société. A cet effet, la SNTF a interpellé les parents de ces jeunes à prendre leurs responsabilités envers leurs enfants, ajoutant que les services concernés de la société ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, sur la base des enregistrements vidéo des caméras installées dans les trains. Trois jours après, la SNTF a également enregistré l'agression d'une contrôleur de trains survenue à 11h20mn, au niveau de la halte des ateliers (Alger), par des individus en situation de fraude. La SNTF a subi plus de 1 200 actes malveillants en cinq ans. Les jets de pierres, le viol des passages à niveau ont coûté pas moins de 141 milliards de dinars à l'entreprise. Entre 2013 et 2018, au moins 1 370 accidents son survenus au niveau les passages à niveau. Un programme de suppression les plus dangereux est en cours. Par conséquent, tous les trains de la banlieue d'Alger ont du subir des retards et des perturbations durant cette journée, a précisé la SNTF. Nous avons essayé de joindre le chargé de la communication de la SNTF, ce dernier est injoignable. Il est primordiale de revoir une autre stratégie efficace pour endiguer un tant soit peu le phénomène.

Samia Acher

OUENZNA (TÉBESSA)

Près de 80 personnes victimes d'intoxication alimentaire

Près de 80 personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire dans la commune de Ouenza (70 km au Nord de Tébessa), après avoir consommé des sandwiches, a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'établissement public hospitalier (EPH) de cette collectivité, Nabil Filali. Environ 80 personnes ont afflué, dans la nuit de lundi à mardi, vers cette infrastructure sanitaire présentant les symptômes d'une intoxication alimentaire, a précisé ce responsable à l'APS, notamment des nausées, des douleurs abdominales, des vomissements et de la diarrhée. Les victimes ont reçu les premiers soins nécessaires, a indiqué la même source, relevant que la plupart des personnes atteintes ont déjà quitté cet établissement de santé et regagné leurs domiciles respectifs, tandis que certains d'entre eux sont encore sous surveillance médicale. Une enquête épidémiologique a été ouverte pour déterminer les causes réelles de cette intoxication alimentaire collective et identifier les responsables, et ce, en coordination avec les services de la sûreté de daïra de Ouenza, a conclu la même source.

APS

Qahwa fi goubli

Retien.....s la nuit !

Ici-bas on ne vit qu'une fois. Ailleurs on nous promet une autre vie. Qui pourrait être tout autant meilleure que pire par ailleurs qu'on se dise ! Du coup on se dit que certaines interrogations n'ont pas lieu d'être. Lesquelles ? Toutes celles qui viennent d'instinct à l'esprit ou celles qu'on provoque soi-même ? Pas facile comme questionnement. Pourtant, on ne peut se suffire de vivre sans interpeller nos consciences, quand on en a une bien sûr. Car au fond, tout est là. A quoi sert-il d'être nostalgique ? Pour mieux se voir dans le rétroviseur ? Mieux mesurer le chemin parcouru ? Ou tout simplement parce que les Temps présents n'inspirent plus les mêmes effets ? Sans doute y a-t-il un peu de tout cela à la fois. A moins que l'âge aidant et là je parle pour moi bien sûr, on ne voit plus les choses tout à fait de la même manière...Et avec le même œil...pourtant encore nombreux sont ceux qui croient à l'avènement d'un passé recommencé...Si tant est qu'on

puisse revivre son passé...Mais pourquoi je vous parle de tout cela moi ? A court d'idées ? A court d'inspiration ? Non, foin du tout...Mais lorsqu'on a déjà un vécu, on s'amuse parfois à le triturer pour en extraire ce qui reste de la quintessence...La quintessence ? Y en a qui pensent déjà au gas-oil. La canicule sans doute qui monte à la tête. Qu'est-ce qu'on disait déjà ? De ce qui nous préoccupe. Mais surtout de l'essentiel. Et, partant, ne retenir que le meilleur. Bien que vivre uniquement à base de souvenirs risque de liquéfier l'être quelque part...En tout cas, la fièvre du samedi soir ce n'est pas demain la veille : je dirai même plus autant en emporte le vent...Quoi qu'il en soit, de mon temps, la jeunesse vivait sa jeunesse à fond la caisse et la vieillesse vivait la sienne à tombeau ouvert...D'ailleurs entre la caisse et le tombeau...Tiens, mon avis est que cette soirée ne sera pas tout à fait comme les autres: nostalgies quand tu nous tiens...Mais retiens tout de même la nuit...

A.Zentar

Avis D'appel D'offres National Ouvert N°05/D.E/2021. République Algérienne Démocratique et Populaire, Ministère de l'Éducation Nationale, Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bouira. Étude, Réalisation Et Equipement D'un Lycée 800/200 R Au Nouveau Pôle Urbain (POS AU6, ILOT 25) A Bouira. LOT 01 : Mobilier Scolaire, Administratif Et Réfectoire. LOT 02 : Matériel Informatique, Tiroirs Et Reproductions. LOT 03 : Gros Et Petit Matériel De Calcul. LOT 04 : Twillans De Laboratoire. LOT 05 : Equipement Amphithéâtre. Le dossier de consultation peut être consulté pour un ou plusieurs lots, et peut être retenu pour un lot ou plusieurs lots. Taux en gardant l'intégrité de l'administration. L'ensemble des soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel d'offres national ouvert ayant un régime de paiement sous le régime (système) principal qui correspond à l'objet d'approvisionnement, les fabricants, les importateurs et les grossistes et les détaillants, peuvent retirer le cahier des charges après de la Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bouira (Service Programmation et suivi) aux Bureaux (A-026 de) Tachekouk Colonel Ouzouli) sur le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné ainsi du cachet de l'entreprise contre paiement de 2000 DA en :

SENSIBILISATION CONTRE LA COVID-19 À EL TARF

Plus de 11 000 opérations réalisées en 2020

Plus de 11.000 opérations de sensibilisation et de lutte contre la propagation de la Covid-19 ont été réalisées en 2020 à El Tarf par les services de la Sûreté de wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps de sécurité, lors d'une journée nationale consacrée au bilan de lutte contre cette pandémie et à la prévention contre les accidents de la circulation.

Près de 3 000 éléments relevant de la sûreté de wilaya, dont des médecins et des psychologues, ont été mobilisés dans le cadre des différentes campagnes menées au titre de la stratégie nationale mise en place par l'Etat pour endiguer la propagation de la Covid-19, a précisé, dans ce contexte, le chargé de communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Oussama Abdelaziz. «Lors de ces campagnes qui ont ciblé les 24 communes de la wilaya, un total de 29 644 infractions liées au non-respect des mesures de protection contre ce virus ont également été relevées durant la période de confinement sanitaire», a affirmé la même source, précisant que 7436 infractions ont concerné le port de masques de protection. Aussi, 77 opérations de désinfection et de nettoyage de places publiques ont été également effectuées par l'unité républicaine 19 de maintien de l'ordre, relevant de la sûreté de wilaya d'El Tarf, a ajouté la même source, qui a rappelé que durant ces sorties, les citoyens ont été incités à «observer scrupuleusement les consignes de protection pour éviter d'éventuelles contaminations». Par ailleurs, une exposition de photos, matériels et équipements exploités par les services locaux de la Protection civile durant la période de confinement sanitaire ou d'accidents de la route survenus en 2020, a été organisée au niveau de la Maison de jeunes Ahmed Betchine. Selon le chargé de communication de ce corps constitué, le lieutenant Seif Eddine Madaci, cette journée ouverte vise à «informer les citoyens sur l'importance de prendre conscience des dangers qui les guettent au moindre relâchement et la nécessité d'observer les règles relatives au respect du protocole sanitaire pour préserver leur vie et celle des autres». Cette journée a pour objectif également d'inciter les citoyens à «la culture routière en adoptant un comportement préventif sur la route pour éviter les drames, survenant dans la plupart des cas en raison du



non-respect des règles de sécurité et de prévention». Des dépliants en rapport avec cette journée ont été distribués aux visiteurs, dont de nombreux enfants.

INCENDIES DE FORÊTS : PLUS DE 200 AGENTS MOBILISÉS

En outre, Plus de 200 agents tous grades confondus et une quarantaine de camions d'intervention ont été mobilisés par les services de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêts, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur, le colonel Abdelaziz Melbous. Une colonne mobile, forte de 53 agents de différents grades, 12 camions citernes d'incendies de forêts légers, ainsi qu'une ambulance et un camion pour le transport de matériels et équipements ont été mobilisés dans le cadre du dispositif opérationnel de lutte contre les feux de forêts, en vigueur du 1 juin au 31 octobre 2021, a précisé la même source. Entre autres moyens humains et matériels réquisitionnés, le colonel Melbous a fait état de huit (8) unités opérationnelles englobant 167 agents de différents grades en plus de 20

camions citerne d'extinction des feux. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont également menées par les services de la protection civile dans le cadre de la prévention contre les feux de forêts à travers les différentes localités névralgiques, a ajouté la même source. Les mosquées, ainsi que différents autres supports médiatiques (radio locale d'El Tarf, presse écrite, réseaux sociaux) sont à cette occasion

«sollicités» pour cibler le maximum de citoyens, principalement les populations riveraines, a noté la même source. Des caravanes de sensibilisation des agriculteurs aux risques et facteurs à l'origine des départs de feux de récolte ou de forêts sont en outre programmées ces jours ci, en étroite collaboration avec les parties concernées (gendarmerie, forêts, services agricoles). «En somme, tous les préparatifs nécessaires ont été préalablement effectués», a ajouté le directeur de wilaya de la protection civile qui a cité, entre autres, l'actualisation des 10 plans d'organisation des interventions et secours communaux, la préparation du matériel et équipements d'intervention manuels ainsi

que l'entretien de l'ensemble des équipements utilisés dans la lutte contre les feux de forêts. Tout en rappelant une série de formations et séminaires dédiés aux facteurs déclencheurs d'incendies de forêts auxquels ses services ont pris part, le colonel Melbous a indiqué que 3265,95 ha de forêts et de maquis ont été consumés par les flammes durant l'année précédente par les feux dans la wilaya d'El Tarf qui s'était classée quatrième à l'échelle nationale après Béjaïa, Tizi Ouzou et Jijel. Le responsable de la protection civile de la wilaya d'El Tarf a rappelé, d'autre part, les préparatifs menés par les services des travaux publics (DTP) en prévision de la prochaine campagne de lutte contre les feux de forêts qui ont porté, a-t-il souligné, sur le nettoyage et l'entretien de 303,75 kilomètres de routes, le désherbage de différents tronçons routiers (RN 44, 82 et 116), le nettoyage et le dragage des cours d'eau (en béton armé) de différents réseaux routiers et chemins de wilaya pour éviter les incendies. Pour leur part, les services de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz ont réalisé, a-t-il dit, plus de 30 km de tranchées pare-feu au niveau de Ain El Assel, Boutheldja, Cheffia, Zitouna, Oum Theboul, EL Tarf, Berrihane, Bouhadjar et Ain Kerma. Sur un autre registre, concernant les préparatifs engagés en prévision de la prochaine saison estivale, durant le mois de juillet 2021, les services de la Protection civile ont signalé que pas moins de 210 surveillants de baignade et 55 sapeurs-pompiers professionnels seront mobilisés. L'ensemble de ces effectifs assureront, a précisé le colonel Melbous, la surveillance de 15 plages ouvertes à la baignade dans la wilaya d'El Tarf, où la date d'ouverture officielle des plages autorisées, intervenant habituellement le premier juin de chaque année, a été prorogée d'un mois en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, imposant le respect du dispositif de prévention et de lutte pour préserver la vie des citoyens.

Synthèse R. R.

BLIDA

Intérêt des jeunes pour la campagne «Train sans tabac»

La campagne de sensibilisation anti-tabac initiée, lundi, par l'association «El Badr» d'aide aux malades atteints de cancer, sous le thème «Train sans tabac», à la gare ferroviaire de Blida, a suscité l'intérêt de nombreux citoyens, notamment des jeunes désirant arrêter de fumer, a-t-on constaté. Cette campagne, organisée en coordination avec la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), a suscité l'intérêt de nombreux citoyens qui se sont approchés du stand réservé à l'association. Sur place, l'APS a rencontré une dame, qui voulait s'informer sur les méthodes pour s'arrêter de fumer, en vue d'aider son fils à abandonner ce poison, a-t-elle dit. «Cette 14ème édition, organisée annuellement à la gare de Blida, a déjà permis à une dizaine d'employés de cette gare d'arrêter définitivement la cigarette», s'est félicité Naïb Ahmed, cadre à la SNTF. Les bénévoles de l'Association «El Badr» n'ont pas ménagé d'efforts pour convaincre les nombreux jeunes présents, sur place, d'arrêter de



fumer, en leur exposant les innombrables méfaits et risques encourus par ce tueur silencieux (tabagisme), en s'appuyant sur des dépliants et vidéos démontrant les dangers de ce fléau, tant sur la santé du fumeur que de son environnement. Les animateurs de cette campagne, lancée sous différents slogans dont « Non à la première cigarette»

et «J'ai décidé d'arrêter de fumer», ont, également, axé leurs efforts sur la promotion du rôle de la cellule anti-tabac, créée par l'association «El Badr» pour aider les fumeurs à quitter la cigarette, et les encourager à prendre contact avec l'association. Selon le jeune Younsi Mohamed Amine, un bénévole de l'association, cette cellule

œuvre à «réunir le plus grand nombre possible de fumeurs désirant arrêter le tabac, en vue de les faire bénéficier d'ateliers et de séances gratuites animées par des psychologues et des médecins spécialisés dans les maladies pulmonaires. «Nous avons, également, lancé une action de promotion de cette cellule anti-tabac, à travers différentes réseaux sociaux, en faisant notamment connaître ses activités au niveau des établissements éducatifs et même au niveau des mosquées au profit des fidèles ayant pris part aux prières de Tarawih durant le mois de Ramadhan», a fait savoir une autre bénévole de l'association, Barbara Manel. Cette campagne visant la sensibilisation des jeunes en général sur les méfaits du tabagisme sur l'individu et l'environnement, et lancée cette année, sous le signe, proposé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), «S'engager à arrêter», a englobé l'animation de nombreux ateliers de coloriage sur le même thème, au profit des enfants.

POUR LUTTER CONTRE
LES FEUX DE FORÊTS À ORAN

Quatre brigades mobiles de première intervention

La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran s'est dotée de quatre (4) brigades mobiles de première intervention en prévision de la campagne 2021 de prévention et de lutte contre les feux de forêts devant être lancée début juin prochain, a-t-on appris lundi auprès de cette instance. Equipées de camions et de citernes d'eau, ces brigades viennent renforcer le dispositif opérationnel de première intervention qui comprend également six (6) brigades mobiles de première intervention et 11 brigades à proximité des forêts, ainsi que les 10 unités de la protection civile, en plus de la mobilisation de 90 points d'eau, a indiqué, à l'APS, la cheffe de bureau protection contre les feux et les maladies parasitaires à la Conservation, Houaria Benhamla. Dédié spécialement à la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêts de cette saison, le dispositif prévoit également la mise en place de 10 postes de vigie au niveau des forêts de M'sila, d'Aïn El Kerma, d'El Ançor et d'Arzew et deux autres à Gdyl, Bousfer, Misserghine, Tafraoui et Oran, selon la même source. Il a été également procédé à l'aménagement de pistes forestières sur une distance de 20 kilomètres dans la commune d'El Ançor, ainsi qu'à la réalisation de 50 ha de travaux sylvicoles dans les communes d'Oran et de Tafraoui. L'opération se poursuit pour achever le programme des travaux sylvicoles sur une superficie globale de 60 hectares, a souligné Mme. Benhamla. La prévention et la lutte contre les feux de forêts à Oran comprend d'autres travaux, notamment ceux effectués par Sonelgaz pour nettoyer les tranchées situées sous les lignes de haute et moyenne tensions sur une superficie de 74 hectares ainsi que ceux qui concernent les directions des services agricoles (DSA) et des travaux publics et les communes, a-t-on fait savoir. Pour rappel, la Conservation des forêts d'Oran a enregistré 23 foyers d'incendies durant la campagne de protection et de lutte, du 1er juin au 31 octobre 2020, qui ont ravagé une superficie de 60,41 hectares. La wilaya d'Oran dispose d'un patrimoine forestier de 10.727 ha de forêts, de 20 939 ha de broussailles et de 9.892 ha d'herbes.

LA PÊCHE ET SON
IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Campagne de sensibilisation samedi prochain à Alger

Une campagne de sensibilisation sur les pratiques de la pêche et leur impact sur l'environnement sera organisée, samedi prochain, à l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA) à la Pêcherie d'Alger, sous le patronage du ministère de la Pêche et des productions halieutiques, a indiqué lundi un communiqué émanant des organisateurs. Cette journée de sensibilisation sera organisée, sur initiative de l'Ecole sportive professionnelle des activités maritimes «Aquamar», sous le slogan «Une pêche responsable. Un développement durable». Selon les organisateurs, l'événement verra la participation de représentants des secteurs concernés par la pêche, l'environnement et les activités nautiques, de représentants de différentes associations activant dans le domaine, ainsi que de personnalités et d'enseignants universitaires spécialisés dans les sciences de la mer, l'environnement maritime et le tourisme. Selon le communiqué, la dernière rencontre de sensibilisation organisée par l'Ecole dans le cadre de ses activités de sensibilisation tout au long de l'année, remonte au 26 septembre dernier, autour du thème « Les risques de pollution marine et ses impacts sur l'écotourisme », au centre de thalassothérapie de Sidi Fredj à Alger, rappelant qu'elle a été organisée sous le patronage du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial. Ayant connu «un grand succès», cette rencontre a vu la présence de plusieurs personnalités officielles, des autorités sécuritaires, des enseignants universitaires, des agences de tourisme, des associations civiles, ainsi qu'une large couverture médiatique nationale et internationale.

POUR TRAVAUX D'ENTRETIEN ET NETTOYAGE

Fermeture du tunnel de Kherrata

Le tunnel de Kherrata localisé sur la RN 09 reliant Bejaïa à Sétif a été fermé à la circulation automobile lundi soir pour des travaux de nettoyage et d'entretien, nécessaires à la sécurité routière et à la préservation de l'ouvrage, a annoncé la direction locale des travaux publics.

La fermeture est interviendra en nocturne de 21h00 à 06h00 et devait se matérialiser par le lavage intensifs des parois pour les désencrasser de leurs charges de salissures, notamment les effets des gaz d'échappements, les dépôts de poussières voire de boues et de la poussée des herbes sauvages. L'opportunité sera également saisie pour rafraîchir et repeindre quelques murs, nettoyer et améliorer le fonctionnement des équipements de ventilation et y revoir le système général de l'éclairage. Le tout étant de lui apporter un net coup de clarté et de sécuriser le transit, a-t-on souligné. Les travaux qui s'étaleront sur plusieurs jours, n'affecteront pas le trafic routier, du fait des horaires d'intervention choisis et au cas échéant, les automobilistes et les routiers pourront faire une déviation par Bouandès et Kendira (Barbacha) par la RN 75, a-t-on ajouté. Cette opération sera le résultat d'une action de volontariat qui regroupera outre les travaux publics, le port de Bejaïa, les collectivités locales riveraines et une myriade d'entreprises publiques et privées, a-t-on indiqué. Ce tunnel, réalisé par une entreprise Italienne en 1988,



comporte trois galeries qui s'étalent sur plus de six km. Il accueille quotidiennement près de 60.000 véhicules dont près de la moitié se compose de camions de transports publics, selon la DTP. Cette même direction rappelle qu'à cause de sa surcharge, un autre tronçon de route parallèle est en voie d'achèvement. "Il va désengorger le tunnel et offrir une voie de villégiature d'une beauté rare", a-t-on précisé. Cette nouvelle voie à sens unique (Bejaïa-Sétif) a été tracée à même les

parois rocheuses de la chaîne des Bibans et qui a valu, pour se faire, le recours à une technologie pointue d'une extrême rareté, importée par une entreprise turque, a-t-in signalé. Sa mise en service vers la fin de l'année, va fluidifier et sécuriser au mieux la circulation entre les deux wilayas, mais aussi valoriser, sur le plan touristique, la région de Kherrata, notamment les gorges de chaâbet Lakhra, qui de triste mémoire, a été le théâtre d'effroyables massacres le 8 mai 1945.

SITUATION HYDRIQUE À TIZI-OUZOU

Un programme d'urgence au profit de la wilaya

Un programme d'urgence de réhabilitation et de réalisation de nouveaux forages a été affecté, la semaine écoulée, par les pouvoirs publics au profit de la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé, lundi, le wali Mahmoud Djamaa. S'exprimant à l'issue d'une visite de travail effectuée à travers plusieurs chantiers, M. Djamaa a souligné que «ce programme, confié à des entreprises publiques, qui sont déjà à l'œuvre, notamment au niveau du flanc Sud de la wilaya, vise à permettre d'assurer une alimentation continue en eau potable à travers la wilaya durant cet été». Il s'agit, entre autres, a-t-il expliqué, «d'une des

mesures prises par les pouvoirs publics et les autorités locales pour parer au manque de pluviométrie enregistré cette année» et qui a induit une baisse du niveau de stockage du barrage de Taksebt, principale source d'alimentation en eau potable, de la wilaya. A ce propos, M. Djamaa a souligné qu'un comité ministériel veille à la répartition des dotations entre les différentes wilayas alimentées à partir de ce barrage qui a, également, bénéficié récemment d'un projet de pompage des eaux de l'Oued Sébaou. Sur un autre registre, le chef de l'exécutif local, qui a visité le chantier de rénova-

tion de la polyclinique de Redjaoua, dans la commune de Tizi-Ouzou, a affirmé que plusieurs structures sanitaires seront prêtes à être mise en service d'ici le mois de juillet prochain. «Sur le plan génie civile, les différentes structures en chantier, hôpital de Ouadhias, polyclinique de Redjaoua et Ouaguenoun, seront prêtes d'ici la mi-juin», dira-t-il, ajoutant que «c'est au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ensuite, de décider des services à rendre opérationnels en priorité, en fonction de la disponibilité de l'encadrement et des équipements».

ORAN

Portes ouvertes sur le sport militaire

Le service régional des sports militaires de la deuxième Région militaire a organisé lundi au niveau du Complexe sportif militaire régional à Oran, des portes ouvertes sur le sport militaire. Le chef d'état-major de la 2e Région militaire, le général Bouhama Nacir qui a donné le coup d'envoi de la manifestation au nom du général major, chef de la deuxième Région militaire, a indiqué dans son allocution que l'événement représente «une occasion pour informer le public de la grande importance accordée par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) aux différentes disciplines spor-

tives». Il a, en outre, mis en exergue les moyens humains et matériels fournis par l'institution militaire «afin d'assurer une formation de haut niveau aux athlètes appelés à représenter dignement l'Algérie aux événements sportifs nationaux et internationaux». Soulignant également que «cette manifestation d'information consolide le lien entre l'ANP et la société civile», il a rappelé qu'il s'agit d'une tradition ancrée au sein de l'institution militaire à travers son inscription dans le programme annuel des activités sportives militaires approuvé par l'état-major de l'ANP. Les «Portes ouvertes» sur le

sport militaire» ont permis aux visiteurs d'assister à plusieurs exhibitions en karaté-do, judo, boxe, luttas associées, etc. Le public a également eu l'occasion de visiter une exposition de photographies retraçant les différentes manifestations sportives militaires tenues dans la région, ainsi que les développements qu'ont connus les sports militaires, toutes disciplines confondues. Des photos et affiches des installations sportives militaires ainsi que des moyens et équipements utilisés dans la formation et l'entraînement dans divers sports, ont également été exposées.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

القرار رقم 1563 / 211 المتضمن تعيين الخبير / فتح علي محافظا محققا لاجراء التحقيق الجزئي لتحديد الاملاك والحقوق العقارية وهوية الملاك واسحب الحقوق لاجل مشروع محطة خزن شط الفلز DP بلدية ابن زياد للخدمة التركية الجزائرية لتسيير شبكة نقل الفلز GRTG Est.

ان والسني ولاية قسنطينة

بمقتضى الامر رقم 58/75 المؤرخ في 1975/09/26 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 1984/02/04 المتضمن التنظيم الاقليمي لبلاد المصم بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 1990/11/18 المتضمن التوجيه العقاري المعدل والمتمم بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالهبة والتعدير المعدل والمتمم بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالاملاك الوطنية المعدل والمتمم بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 الذي يمدد القواعد المتعلقة بزرع الشكبة من اجل المدفعة العمومية بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 المتعلق بالولاية 110 و 111 -... بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 المتعلق بالولاية 110 و 111 -... بمقتضى المرسوم رقم 187/93 المؤرخ في 1993/07/27 الذي يحدد تعليمات تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 المعدل لقواعد المتعلقة بزرع الشكبة من اجل المدفعة العمومية والمتمم بالمرسوم رقم 248/05 المؤرخ في 2005/07/10 بمقتضى المرسوم رقم 215/94 المؤرخ في 1994/07/23 الذي يضبط لائحة الادارة العامة في الولاية ويطلبها بمقتضى المرسوم رقم 265/95 المؤرخ في 1995/09/06 الذي يحدد صلاحيات مجالس التفتيش والشؤون العامة والادارة محلية وقواعد تنظيمها وصلاحيات.

المسألة الأولى: تعيين الخبير / فتح علي المحقق يعني (EPLF) 108 مسكن بشار 05 رقم 06 بوردوا 35000 الجزائر العاصمة -محافظا محققا لاجراء التحقيق الجزئي لتحديد الاملاك والحقوق العقارية وهوية الملاك واسحب الحقوق المطلوب لزرع ملكيتها لاجل مشروع محطة خزن شط الفلز DP بلدية ابن زياد للخدمة التركية الجزائرية لتسيير شبكة نقل الفلز GRTG Est المسألة 02: يولي السيد المحافظ المحقق لاجراء التحقيق الجزئي، بحيث يطلع التصريحات والمعلومات والمذكرات المتعلقة بالمحقوق ذات الصلة بالمقرات المراد لزرع ملكيتها لاجل مدة 15 يوما ابتداء من نشر هذا القرار في الجرائد الوطنية وذلك من الساعة الثامنة والنصف صباحا الى الساعة الثانية عشر ومن الساعة الرابعة الى الساعة الثامنة مساء، ما عدا يوم العطلة من اجل بلدية ابن زياد المسألة 03: يتولى المحافظ المحقق في اطار مهنته الاطلاع على كل وثيقة قانونية جديدة واستشارة كل شخص والاشخاص الى كل معنى لوجههم ويشهد على مطابقة المخطط الجزئي الخاص بالقرار في قرار التصريح بالخدمة العامة المتعلقة بهذا المشروع، ويراقب التصميم الجزئي بشفافية للمالكين واسحب الحقوق لبلدية اخرى. المسألة 04: يطلب المحافظ المحقق من المحافظ العقاري شهادة ثبت ان المسائل المتعلقة بتمكين الواقع الراهن للمقرات والحقوق الجزئية العقارية المعنية ويرفقها بالوثائق المتعلقة. المسألة 05: يتعين على المحافظ المحقق ان يطلب من مصالح المسح العقاري، الحفظ العقاري وامللاك الدولة لولاية قسنطينة أي معلومات أو بيانات تسمح له بالتأكد من قيمة التصريحات والاقوال التي لم الحصول عليها في الميدان. المسألة 06: يحظر المحافظ المحقق محضرا مؤقتا بتدبيره استلامه الاولي. ويحدد التاريخ المقرر للاظهار والامتنان والوثائق التي يطلع فيها المطلوب والمذكرات والاعترافات المتعلقة بالمحقوق الجزئية المتعلقة ذات الشأن، كما يقوم بالاشهار نسخ المحضر المعتمد والمخطط الجزئي التي يصرف على مطابقتها للتأكد لمدة 15 يوما، في الامتنان المقررة والفرعية بالمسحور الوصول اليها من الجمهور في مقر بلدية ابن زياد، وعرض دائرة ابن زياد ودوائر مصالح مسح الأراضي والحفظ العقاري وامللاك الدولة لولاية قسنطينة. المسألة 07: يمكن لكل شخص ان يحصل طيلة 15 يوما على جميع المذكرات التي يملكها المحقق، ان يرفع اليه جميع المطالب والمذكرات المتعلقة بالمحقوق الجزئية المتعلقة ذات الشأن، ويتعين على مديرية ابلدك الدولة والبلدية اخبار المحافظ المحقق بالتالي لتدبيره بالمحقوق التي يمكن ان تملكها الدولة او البلدية في هذه المذكرات. المسألة 08: يتلزم المحافظ المحقق من جديد بعد قضاء 15 يوما من تاريخ الاشهار الى عين المكان وبحوز محضرا نهائي يحدد فيه استلامه للمهنية التي يحد على اساسها قائمة المالكين ودوي الحقوق المطلوب ملكيتها.

المسألة 09: يتولى المحافظ المحقق، ملك التحقيق والذي يتضمن المخطط الجزئي، وثيقة التفتيش المعدل الذي وقامه المالكين الى السيد والي ولاية قسنطينة، مديرية التنظيم والشؤون العامة، في اجل اربعة وعشرين ساعة بعد انتهاء التحقيق. المسألة 10: تتحمل الهيئة المتكونة من لزرع الملكية التكليف العامة للخدمة، كما يجب عليها نشر هذا القرار على الاقل في جريدتين وطنيتين المسجلة الحدانية نشر في الجرائد / الايسن لعام للولاية، مدير التنظيم والشؤون العامة، مدير ابلدك الدولة، مدير الدواير المعنية، مدير الحفظ العقاري، مدير مسح الأراضي، مدير المصالح الفلاحية، مدير الشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الفلز GRTG Est مدير المسح والمساحة والمسارعة والبناء، مدير التجهيزات العمومية، مدير دائرة ابن زياد ورئيس المجلس الشعبي لبلدية ابن زياد، المحافظ المحقق بالنيابة هذا القرار السيد. باستدرا ليس صلاحيات للقرارات الادارية للولاية.

القرار رقم 1563 / 211 المتضمن تعيين الخبير / فتح علي محافظا محققا لاجراء التحقيق الجزئي لتحديد الاملاك والحقوق العقارية وهوية الملاك واسحب الحقوق لاجل مشروع محطة خزن شط الفلز DP بلدية ابن زياد للخدمة التركية الجزائرية لتسيير شبكة نقل الفلز GRTG Est.

République Algérienne Démocratique & Populaire



La commune de Dar El Beldja lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour les Travaux d'aménagement des bureaux et annexes APC sis cité Frères Abbes commune de Dar El Beldja.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités:

1- Capacités Professionnelles: - Un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité, activité principale dans le domaine travaux bâtiment cathédrale « 02 ou plus » Et disposant de moyens matériel et humains suivant:

2- Capacités Techniques: - Références professionnelles: Il s'adresse aux entreprises spécialisées dans le domaine de bâtiments tout corps d'état, ayant déjà réalisé des travaux de bâtiments, dûment justifiée par une attestation de bonne exécution - avec présentation d'une attestation de bonne exécution, réalisée durant les dix (10) dernières années délivrée par un maître de l'ouvrage - critique ou public dont le montant est supérieur ou égale deux Million de Dinars en toutes taxes comprises (12.000.000DA/ TTC)

3- Capacités financières: Avant réalisé une moyenne du chiffre d'affaires durant les trois (03) dernières années (2016-2017, 2018 au 2019) 12.000.000,00 DA.

Les entreprises qui sont intéressés par le présent avis d'appel d'offres sont invités à retirer le cahier des charges à partir de la première parution de présent avis dans la presse auprès du service technique de la commune (Bureau des marchés) situé Avenue Mouloud Ferhati Centre-ville de Dar El Beldja, contre paiement d'une somme de 3.000,00 DA pour frais de reproduction, auprès du trésorier communal de Dar El Beldja. Les offres doivent comprendre les pièces exigées dans le cahier des charges tel que la déclaration de candidature, registre, les biens, escadrement CH prévu pour le projet, etc (Pour la liste détaillée se référer l'article 14 du cahier des charges).

Les offres doivent être adressées sous pli cacheté avec mention « A l'ouvrir » que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres « avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales N° 13/S T/B M/D.E.B/2020 portant Travaux d'aménagement des bureaux et annexes APC sis cité Frères Abbes commune de Dar El Beldja.

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à partir de la première parution sur les quotidiens nationaux ou sur le SOMOP.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis techniques et financiers correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres -Heure de dépôt: 12h 30 mn à 12h 30 mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des dossiers de candidature et plis techniques et financiers qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 15 h 00 mn/le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 15 jours augmentés de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

CRÉBUS # 655 DU MERCREDI 2 JUIN 2021-ANEP 2116010086

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUMERDES, DAIRA DE BOUDOUAD, COMMUNE D'EL KHARROUBA, NIF : 410021000300701021

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE RELATIF A L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONALE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE DU MARCHÉ N° : 02/2021

Projet : Etude, réalisation et équipement d'un groupe scolaire type B en remplacement du préfabriqué à l'école 20 AOUT 1956 à el-Kharrouba (Partie Réalisation)

Conformément aux dispositions des articles N° 65 du décret présidentiel n° 15-247 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; le président de l'Assemblée populaire communale de la commune d'el-Kharrouba informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres nationales ouvert avec exigence de capacité minimale N° 02/2021 Pour : Etude, réalisation et équipement d'un groupe scolaire type B en remplacement du préfabriqué à l'école 20 AOUT 1956 à el-Kharrouba (Partie Réalisation) paru dans les quotidiens nationaux CRÉBUS et EDIAR en date du 11/03/2021 et le R.O.M.O.P. qu'à l'issue de l'évaluation des offres et suite aux critères prévus dans le cahier des charges, le marché indiqué ci-dessus est attribué à l'entreprise :

Table with 5 columns: Entreprise, Montant de l'offre en DA, Délais des travaux, Note sur 100, Observation. Row 1: ETB TCE RIAL AH, 104 843 010,63 DA, 12 mois, 53,75 Pts, Mais-début

Conformément à l'article 82 du même décret il est accordé aux soumissionnaires intéressés éventuels de ce choix un délai de 10 jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse nationale ou SOMOP, pour introduire leur recours à la commission des marchés publics de la commune conformément à l'article 82 alinéa 4 du décret présidentiel n° 15-247 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats de leur offre technique et financière sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard 03 jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse nationale ou le SOMOP.

CRÉBUS # 655 DU MERCREDI 2 JUIN 2021-ANEP 2116010097

EST DE LA RDC

Manifestation contre le président Kagame

Quelques centaines de personnes ont manifesté hier à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour dénoncer des «propos négationnistes» tenus, selon eux, par le président rwandais Paul Kagame concernant les crimes commis en RDC. Rassemblés devant l'Institut français de la ville, les manifestants ont appelé le président Kagame à «présenter des excuses au peuple congolais», en référence à sa récente interview controversée sur le rapport Mapping de l'ONU - publié en 2010 et qui répertorie plus de 600 violations graves des droits humains commises en RDC entre 1993 et 2003. Le 17 mai à Paris, lors d'une interview aux médias français France 24 et RFI, M. Kagame avait jugé notamment ce document «extrêmement controversé», «contesté» et «politisé», semblant remettre en doute les massacres commis pendant cette période. Ces propos avaient suscité un tollé immédiat en RDC, et Kigali avait alors expliqué qu'il y avait eu «confusion» sur les propos du président rwandais. «Kagame pour toi, c'est fini aujourd'hui»; «le combat pour la reconnaissance des crimes indiqués dans le rapport Mapping va se poursuivre», ont lancé en swahili les manifestants à Bukavu. Assis par terre, les mains levées, jeunes et aînés, dont plusieurs femmes, ont entonné des chansons contre le chef de l'État rwandais. «Il n'y a pas de petit et grand génocide. Il y a eu des crimes graves au Rwanda en 1994 et tout le monde est d'accord, mais il y en a eu aussi en RDC depuis 1993 jusqu'à aujourd'hui. Tous méritent justice et réparation», a déclaré dans un communiqué la société civile locale, organisatrice de la manifestation. Cette structure a dénoncé la montée des «lobbies négationnistes et des propos méprisants» qui s'activent pour «nier les évidences contenues dans le rapport Mapping». Sur des banderoles, on pouvait lire: «La France ne doit pas être un soutien aux lobbies négationnistes des crimes commis en RDC, ni faire de ces crimes un deal diplomatique avec le Rwanda». Les manifestants ont par ailleurs exprimé leur soutien au Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix et natif du Sud-Kivu, que le président rwandais avait accusé dans son interview d'être «un outil de force que l'on ne voit pas». Depuis les deux guerres du Congo (1996-97 et 1998-2003), les relations entre le Rwanda et la RDC restent difficiles, mais se sont légèrement améliorées depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi en 2019.

SYRIE

Près de 500 000 morts recensés en une décennie de conflit

Une décennie de conflit en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, a annoncé mardi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dans un nouveau bilan incluant plus de 100 000 victimes dont le décès vient d'être confirmé par l'ONG. L'écrasante majorité des décès qui viennent d'être confirmés «s'étale entre fin 2012 et fin 2015», a précisé le Directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane, cité par des médias. Au total depuis 2011, le conflit syrien a fait 494 438 morts, d'après l'Observatoire, une ONG basée en Grande-Bretagne. L'intensité des combats a diminué dès 2020, principalement en raison d'un cessez-le-feu dans le nord-ouest de la Syrie dont bénéficie Idlib, le dernier grand bastion terroriste, et de la pandémie de nouveau coronavirus contre laquelle se sont concentrés les efforts. L'OSDH, a fait état mardi de 494 438 morts depuis le début du conflit. Le décompte précédent de l'Observatoire, publié en mars, s'élevait à plus de 388 000 morts.

SA CRISE ÉCONOMIQUE PARMIS LES PIRES AU MONDE DEPUIS 1850 SELON LA BANQUE MONDIALE

Le Liban au bord de l'effondrement

L'effondrement économique du Liban risque d'être classé parmi les pires crises financières du monde depuis le milieu du XIXe siècle, indique la Banque mondiale dans un rapport accablant publié hier.

«**L**a crise économique et financière est susceptible de se classer parmi les 10, voire les trois épisodes de crise les plus graves au niveau mondial depuis le milieu du XIXe siècle», indique le rapport. Cette année, l'économie du Liban va se contracter de près de 10% et il n'y a «aucun tournant clair en vue», selon le rapport. Le Liban a fait défaut sur sa dette l'an passé, la monnaie a perdu environ 85% de sa valeur et la pauvreté dévaste un pays naguère considéré comme un havre de prospérité dans la région. Intitulé «Le naufrage du Liban: Top 3 des pires crises mondiales», le rapport indique que ces effondrements économiques brutaux sont généralement le résultat d'une guerre. La dégringolade de l'économie est largement imputée à la corruption et à l'incompétence de l'élite politique, dominée depuis des décennies par les mêmes familles et les mêmes personnalités. «Les politiques des dirigeants libanais à ces défis ont été très inadéquates», indique le rapport. La classe dirigeante n'a pas su réagir à la pire situation d'urgence que le pays ait connue en une génération, aggravée par la pandémie de coronavirus et une explosion dévastatrice au port de Beyrouth en août dernier, un drame qui a fait plus de 200 morts et détruit des quartiers entiers de la capitale. Le Fonds monétaire international (FMI) a proposé son aide, mais les barons politiques du pays ont été incapables de former un gouvernement susceptible de mener les réformes auxquelles l'aide étrangère est conditionnée. «Sous réserve d'une incertitude extraordinairement élevée, le PIB réel devrait se contracter de 9,5% supplémentaires en 2021», selon la Banque mondiale, anéantissant tout espoir de reprise rapide. Selon l'institution moné-



taire, l'économie s'est contractée de 6,7% en 2019 et de 20,3% en 2020.

« TROUBLES SOCIAUX »

Plus de la moitié des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté. Payée en livres libanaises, la majorité de la population active souffre de la chute vertigineuse du pouvoir d'achat. Face à la hausse du taux de chômage, un nombre croissant de ménages a du mal à accéder aux services essentiels, notamment aux soins de santé, observe le rapport. Il y a aussi les restrictions bancaires draconiennes sur les retraits, qui empêchent les Libanais d'accéder à leurs économies en dollar. Le rapport de la Banque mondiale met en garde contre «de potentiels déclencheurs de troubles sociaux», dans un pays secoué à l'automne 2019 par un soulèvement populaire inédit. «Les conditions socio-économiques de plus en plus désastreuses risquent d'entraîner des défaillances systémiques, avec des répercussions régionales et potentielle-

ment mondiales», selon le rapport. L'Etat en faillite peine de plus en plus à payer ses factures. Avec des délestages qui empirent pour cause de pénurie de carburant dans les centrales électriques, le pays risque de plonger dans l'obscurité totale d'ici fin juin, a averti le ministre de l'Energie, Raymond Ghajar. «La forte détérioration des services de base aurait des implications sur le long terme», selon le rapport, qui évoque notamment une «migration de masse». Avec la dépréciation, le salaire des instituteurs au Liban dans le public vaut parfois moins de 200 dollars. Les médecins fuient pour l'Europe ou les pays du Golfe. Les étudiants n'ont plus les moyens de couvrir les frais de scolarité des grandes universités du pays. «Les dommages permanents infligés au capital humain seraient très difficiles à réparer», assure la Banque mondiale. «Peut-être que cette dimension de la crise libanaise rend cet épisode libanais unique comparé à d'autres crises mondiales».

R. I./AFP

ELLE AURA LIEU LE 23 JUIN À BERLIN

Deuxième conférence sur la paix en Libye

Berlin va accueillir le 23 juin la deuxième conférence sur la paix en Libye sous l'égide de l'ONU et avec, pour la première fois, la participation du gouvernement de transition libyen, a annoncé mardi le ministre allemand des Affaires étrangères. «Nous voulons soutenir le gouvernement libyen pour que les élections prévues le 24 décembre puissent avoir lieu», a souligné le chef de la diplomatie, Heiko Maas, précisant que la rencontre se ferait au niveau des ministres des Affaires étrangères. Les participants feront notamment le point sur la transition politique en Libye depuis la précédente conférence tenue le 19 janvier 2020 et «les prochaines étapes nécessaires en vue d'une stabilisation durable», a précisé le ministère allemand dans un communiqué. «L'accent sera mis sur les préparatifs en vue des élections prévues le 24 décembre et le retrait prévu selon les termes du cessez-le-feu des troupes étrangères et des mercenaires de Libye», poursuit le ministère. Les récentes négociations de paix se sont avérées «un processus très difficile», a reconnu Heiko Maas. Il s'est donc dit «prudemment optimiste au vu des évolutions constatées ces derniers mois. «Les mesures visant à unifier les forces de sécurité libyennes seront également discutées», a ajouté son ministère, précisant que cette conférence se voulait «l'expression



du soutien international constant à la stabilisation de la Libye», en proie au chaos depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi. La Libye tente de s'extraire d'une décennie de troubles. L'actuel gouvernement unifié, mis en place en début d'année sous l'égide de l'ONU, doit poursuivre les efforts de sortie de crise en assurant une transition jusqu'aux élections. Le retrait des militaires étrangers et mercenaires apparaît central dans ce processus, le conflit libyen ayant été largement alimenté par des puissances extérieures. L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis, avait déploré fin mai devant le Conseil de sécurité des progrès «au point mort» pour la réouverture de la route

côtière entre Syrte et Misrata et le retrait des forces étrangères. En décembre, l'ONU estimait à quelque 20 000 le nombre de mercenaires et combattants étrangers en Libye: des Russes du groupe privé Wagner, des Tchadiens, des Soudanais, des Syriens... Mais aussi plusieurs centaines de militaires turcs présents en vertu d'un accord bilatéral conclu avec le précédent gouvernement de Tripoli. A la faveur de cet accord, Ankara avait aidé militairement le camp tripolitain à repousser une longue offensive contre la capitale orchestrée par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, qui a bénéficié dans le passé du soutien de la Russie, des Emirats arabes unis, mais aussi de la France.

CANCERS

Linite gastrique

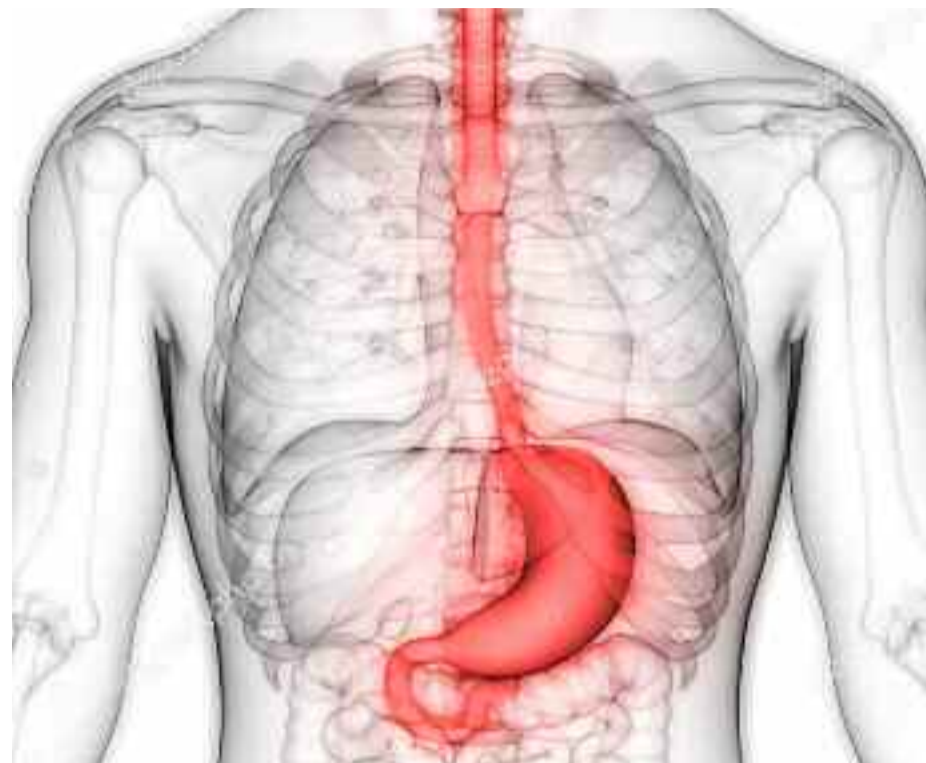
La linite gastrique est une forme très particulière de cancer de l'estomac, heureusement relativement rare. De diagnostic difficile et de pronostic sombre, elle nécessite une gastrectomie totale.

La linite gastrique, parfois appelée linite plastique, est une tumeur maligne de l'estomac très spécifique. Il s'agit d'une forme d'adénocarcinome gastrique diffus et infiltrant à cellules indépendantes (cellules dites en bague à chaton). Cette prolifération entraîne un épaississement et une rigidité de la paroi de l'estomac, caractéristique de la linite gastrique. Elle peut être localisée (moins des 2/3 de l'estomac) ou diffuse. L'antre et le pyllore sont les parties de l'estomac généralement touchées.

La linite gastrique fut décrite pour la première fois par William Brinton en 1854 sous le terme de Linitis plastica. Elle était considérée alors comme une maladie inflammatoire fibrosante de la paroi gastrique, d'où le terme de « linite » indiquant une inflammation. Aujourd'hui, elle porte différents noms dans la littérature scientifique : linite gastrique, adénocarcinome à cellules indépendantes, adénocarcinome de type diffus, adénocarcinome peu différencié, maladie de Brinton, etc.

CAUSES

La physiopathologie de la linite gastrique demeure à ce jour inconnue. Contrairement



au cancer de l'estomac, elle ne semble pas impliquer le germe *Helicobacter pylori*. Il existe cependant de rares formes familiales de linite gastrique. Une mutation de l'anti-oncogène CDH1 avec perte de fonction de la protéine E-Cadhérine, a été mise en évidence dans certaines séries familiales. Une mutation du gène PSCA (prostate stem cell antigen) a été mise en évidence chez certains patients japonais.

DIAGNOSTIC

Le diagnostic de la linite gastrique est souvent difficile, car la muqueuse de l'esto-

mac ne présente pas de caractère anormal, or les biopsies ne portent habituellement que sur la muqueuse. Le diagnostic de la maladie repose donc sur différents examens :

- l'échoendoscopie, qui met en évidence un épaississement de la paroi gastrique aux dépens de la sous-muqueuse, avec la présence de gros plis ;
- l'analyse anatomopathologique de différentes biopsie de la sous-muqueuse réalisées par endoscopies montre des cellules en bague à chaton dans un stroma fibreux ;
- l'échographie ;
- le scanner.

Ces examens permettent d'écartier d'autres maladies : cancers gastriques habituels (adénocarcinome et lymphome), mais également certaines maladies bénignes caractérisées par un épaississement de la paroi de l'estomac (maladie de Ménétrier, hyperplasie lymphoïde et amylose).

Après le diagnostic de linite gastrique, un bilan d'extension est réalisé. Contrairement aux autres cancers gastriques, l'extension péritonéale et lymphatique est en effet fréquente avec la linite gastrique.

PERSONNES CONCERNÉES

Beaucoup moins fréquente que l'adénocarcinome de l'estomac, la linite gastrique représente seulement 5 à 10% des cancers de l'estomac.

Contrairement au cancer de l'estomac classique qui touche surtout l'homme de plus de 65 ans, la linite gastrique apparaît à un âge plus jeune et présente une légère prédominance féminine.

LES SYMPTÔMES

Les symptômes de la linite gastrique sont peu représentatifs :

- des douleurs épigastriques ;
- des nausées et vomissements ;
- une altération de l'état général ;
- une perte de poids ;
- une dysphagie.

TRAITEMENT DE LA LINITE GASTRIQUE

La gastrectomie totale, c'est-à-dire l'ablation de la totalité de l'estomac, reste le traitement de référence en l'absence de métastase.

La chimiothérapie est inefficace en cas de linite gastrique. Elle sera uniquement prescrite en cas de métastase, afin de prolonger la survie et d'améliorer la qualité de vie.

Top 10 des aliments anti-cancer

C'est prouvé, l'alimentation joue un rôle primordial sur la santé de l'organisme. Et pour prévenir les cancers, le contenu de notre assiette est essentiel. Voici dix aliments à privilégier.

Comment tenter de se préserver au maximum des cancers ? En privilégiant une activité physique régulière et une alimentation saine et variée, on donne plus de chances à notre organisme pour s'en protéger. Voici nos conseils.

1. CÔTÉ POISSONS

Les produits de la mer font partie des aliments anti-cancer. Attention toutefois au saumon et au thon souvent pollués. Privilégiez les crevettes, les oursins, le cabillaud, les huitres et le lieu. Le tout en bio ou sauvage si possible.

2. DES ÉPICES

Vous connaissez le curcuma ? Son action est proche de celle du gingembre. Cette épice jaune d'or permet de prévenir les cancers mais également de ralentir voire de diminuer la prolifération des cellules cancéreuses. N'oubliez pas d'en consommer un gramme par jour.

3. LA VIANDE BLANCHE

On sait que la viande rouge est moins bonne pour la santé que les viandes blanches comme la volaille. La viande rouge favorise les maladies cardiovasculaires, le cholestérol et le développement de certains cancers. Et si vous troquiez l'entrecôte pour un émincé de dinde ou de poulet ?

4. L'AIL EST UN TRÉSOR

On oublie parfois d'en agrémenter nos plats et pourtant... Invitez-le à votre table ! L'ail est un excellent anti-cancer car il diminue les mutations génétiques.

5. LES BAIES EN DESSERT

Si vous devez éviter les produits trop sucrés, sachez que les baies sont excellentes pour tuer les cellules cancéreuses. On imagine aisément qu'elles protègent aussi notre organisme de l'apparition de certaines

maladies. Mettez-les donc à votre menu baies, fraises, framboises, myrtilles et mûres !

6. UN THÉ VERT

C'est l'heure du thé. Privilégiez le thé vert ! Il est recommandé pour prévenir et même aider au traitement des cancers. Choisissez un thé sans pesticides, ni métaux lourds et certifié bio.

7. CÔTÉ LÉGUMES

Pour éviter les cancers, rien de tel qu'une alimentation riche en légumes. Variez les plaisirs, il en existe tant que l'on ne consomme jamais ! Le chou, les algues, les champignons, le soja, les carottes sont essentiels pour une alimentation saine.

8. LE CHOCOLAT NOIR

Consommé avec modération, le chocolat noir est reconnu comme anti-cancer grâce à ses vertus antioxydantes.

Un seul carré de chocolat noir contient deux fois plus de polyphénols qu'un verre de vin rouge et presque autant qu'une tasse de thé vert longuement infusé. Des études ont montré que le chocolat noir retarde l'évolution de certains cancers comme celui du poumon.

9. UN JEÛNE THÉRAPEUTIQUE

On en entend de plus en plus parler : le jeûne. Des cliniques du jeûne ouvrent leurs portes un peu partout dans le monde et offrent une véritable cure de l'organisme.

Privé de nourriture pendant quelques jours, le corps va puiser dans ses ressources et se débarrasser de ses toxines. Un petit coup de neuf indispensable de temps en temps ! Demandez conseil à votre médecin.

10. QUELQUES ALIMENTS À ÉVITER

Une liste d'aliments à privilégier oui, une liste de choses à fuir également. Sachez que les produits laitiers, le sucre sous toutes ses formes (et même dans les fruits), les aliments frits ou les cuissons à très haute température sont à éviter.

Angiomyolipome

L'angiomyolipome est une tumeur rénale bénigne rare qui survient de manière isolée. Plus rarement, elle est associée à une sclérose tubéreuse de Bourneville. Bien que bénigne, une opération chirurgicale peut être proposée pour éviter des complications.

L'ANGIOMYOLIPOME, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'angiomyolipome est une tumeur du rein constituée de graisse, de vaisseaux sanguins et de muscle. On en distingue deux types :

- L'angiomyolipome sporadique, aussi appelé angiomyolipome isolé, est la forme la plus courante. Cette tumeur est bien souvent unique et présente sur un seul des deux reins.
- L'angiomyolipome associé à la sclérose tubéreuse est le type le moins courant. La sclérose tubéreuse est un trouble génétique qui engendre la formation de tumeurs non cancéreuses dans de nombreux organes. Bien que non-cancéreuse, les risques de saignement ou de propagation existent. Ils sont d'autant plus importants si la tumeur mesure plus de 4cm de diamètre.

DIAGNOSTIC

Une échographie abdominale permet d'établir le diagnostic sur la base de :

- Une tumeur de petite taille
- La présence de graisse dans la tumeur

En cas de doute sur la nature de la tumeur, une exploration chirurgicale et une biopsie confirmeront la nature bénigne de la tumeur. Les personnes concernées et les facteurs de risque.

Les femmes sont plus exposées que

les hommes au risque de développer un angiomyolipome lorsqu'il est isolé.

Les personnes atteintes de sclérose tubéreuse sont plus susceptibles d'avoir un angiomyolipome. La sclérose tubéreuse induit souvent la formation de plus d'une tumeur, leur présence dans les deux reins et de plus grande taille. Cette maladie génétique touche aussi bien les hommes que les femmes et les angiomyolipomes se développent plus précocement que dans leur forme isolée.

LES SYMPTÔMES

Les tumeurs non cancéreuses causent peu de symptômes.

Les tumeurs de taille importante ou celles qui saignent peuvent engendrer :

- Une douleur au flanc, au dos ou à l'abdomen.
- Une masse dans l'abdomen.
- Du sang dans les urines.

TRAITEMENTS

Bien que bénigne, la tumeur de l'angiomyolipome peut être retirée par chirurgie afin d'éviter :

- Le saignement de la tumeur.
- Le grossissement de la tumeur.
- L'expansion de la tumeur à un organe voisin.

PRÉVENIR LES COMPLICATIONS

Afin d'éviter que la tumeur ne grossisse, ne saigne ou se propage aux organes voisins, il est recommandé d'effectuer un suivi chez le médecin au moins une fois tous les deux ans lorsque la tumeur ne mesure pas plus de 4cm de diamètre.

L'évolution sera alors surveillée pour éviter les complications.

LE DROIT DE SAVOIR

La fureur de lire...

Sans savoir point de salut. Autant donc toujours saluer le savoir le plus redoutable des contrepouvoirs...

Il fut un temps l'algérien était habité par une véritable fureur de lire. Qui allait de pair avec cette fureur de vivre. Un grand classique des années fastes, des pôles de rayonnement culturel que constituaient et la cinémathèque à l'ère de sa splendeur et les ciné-clubs. Sans omettre les maisons de la culture et les bibliothèques qui absorbaient une bonne partie de la population juvénile. Nous étions quasiment à l'apogée de la célébration de l'acte de lire. Proche à bien des égards de l'acte de foi. Atmosphère studieuse s'il en est en ce qu'elle venait en amont et en aval compléter la joie de vivre dans laquelle baignait l'ensemble de la population. Tant tous les goûts étaient dans la nature. Et rien n'était considéré comme tabou. Et tandis que les amateurs de Bacchus communiaient avec Bacchis sans complexe aucun et sans crainte aucune surtout, les fidèles, eux, vaquaient tranquillement à leur foi sans chercher non plus de noise aux âmes réputées égarées.. Tolérant ainsi ce fameux droit à la différence qui voulait qu'ici-bas personne n'avait de leçons à donner à l'autre. On vivait ainsi en bonne intelligence et dans l'intelligente diversité. Après tout pourquoi veux-tu que les enfants d'une même nation partagent tous les mêmes hobbies,



les mêmes référents et autres repères supposés conforter et consolider le lien social. D'ailleurs cette tolérance régnait tant et si bien qu'il ne viendrait à l'idée d'aucun citoyen digne du nom de répondre à la « provocation » d'un amateur de la dive bouteille par trop éméché. Aujourd'hui avec la fermeture graduelle et spectaculaire du champ social, une telle posture serait passible d'une peine privative de liberté et surtout d'une violente agression de ceux qui croient qu'ils sont les dépositaires exclusifs de la conscience collective. Rien que cela voyez-vous... Avant que certains intellectuels ne se mettent enfin à fustiger ces mêmes « régenteurs » de conscience et tenté de les ramener à la raison. Notamment par des

ouvrages et films relatant et décrivant les véritables ressentis d'une société trop longtemps victime d'une histoire atroce. Et qui entendait ne plus revivre ce cauchemar après l'indépendance arrachée au prix fort. Et quoi de plus logique et normal que de vouloir marquer son passage sur cette bonne vieille terre chacun comme il l'entend et dans le strict respect des convictions mutuelles. Car quel est donc cet homme qui pourrait se targuer d'être parfait au risque d'irriter le créateur himself ? Certes les humains sont capables du meilleur comme du pire mais dans le pire abstiens-toi pour ne laisser filtrer que le meilleur. Plus facile à écrire qu'à faire sans doute. Pourtant il est des sociétés tout en ne niant rien de leur héri-

tage culturel ont su et pu évoluer et prendre de la modernité ce qui cadre avec leurs us et coutumes sans se fermer pour autant au précieux apport civilisationnel des autres nations. Et c'est cette fameuse synergie entre l'Ancien et le Nouveau qu'on ne parvient toujours pas à actualiser. En somme on devrait commencer d'abord par une mise individuel et la généraliser ensuite et par association d'idées et par un travail psychologique à tous les groupes sociaux fussent-ils parmi les plus farouches et ou conservateurs parmi nos semblables. Sur un autre versant pourquoi donc craindre autant la modernité lorsque le ciment culturel fait chorus avec différentes franges du tissu social forcément non uniforme et surtout pas monolithique. Au demeurant le meilleur indicateur de cette cohésion sociale émane de la cellule familiale, noyau fondamental et creuset de notre personnalité en devenir et donc malléable. Raison de plus pour stigmatiser dès cet âge précoce tous les déchets susceptibles de dénaturer la pensée sinon la dévier de l'essentiel. Car c'est dans ce préalable de l'essentiel que se construisent, se façonnent et s'incrustent tous les possibles. Ceux sensés nous aiguiller dans la direction qui ne heurte ni nos traditions ni notre volonté commune de toujours inscrire nos actions communes dans le sens voulu par l'histoire. Notre histoire grandiose qui fait notre raison d'être et notre fierté éternelles. Toujours par les vertus avérées de nos aînés paix à leur belle âme.

Amar Zentar

COLLOQUE COMMÉMORANT LA BATAILLE DE BAB EL BEKKOUCHE (KHENCHELA)

Son importance militaire et stratégique mise en exergue

L'importance militaire et stratégique de la bataille de Bab El Bekkouche durant la glorieuse guerre de libération nationale a été mise en exergue lundi à Lardjem (Tissemsilt) par les participants à un colloque commémorant le 63e anniversaire de ce haut fait d'armes dans la Wilaya IV historique. L'universitaire de Tlemcen, Ahmed Belkheir, a affirmé que cette bataille qui avait eu lieu le 28 mai 1958 dans la Wilaya IV historique a contraint l'armée coloniale française au repli, surtout au niveau de la région de l'Ouarsenis, et permis de lever le blocus imposé à l'Armée de libération nationale dans cette région. « Cette bataille est l'une des plus importantes de l'Armée de libération nationale dans la Wilaya IV historique, ayant infligé de grandes pertes humaines et matérielles à l'armée coloniale française », a-t-il souligné, citant que parmi les résultats de cette bataille historique, le repli des forces coloniales après la date du 28 mai 1958 n'osant plus se déployer dans la région de Ouarsenis. L'universitaire de Khémis Miliana (Ain Defla), Aissa Hamri, a évoqué qu'au cours de cette bataille qui a duré trois jours consécutifs, la katiba "Karimia", dirigée par le martyr Si Omar, a mené une « stratégie militaire réussie » qui a ébloui les officiers de l'armée d'occupation. Pour sa part, l'enseignant à la même univer-



sité, Ahmed Tahar Kouadri, a souligné que la stratégie suivie par l'Armée de libération nationale dans la Wilaya IV historique était adaptée aux nouvelles données et circonstances, ajoutant que le secret du succès des batailles livrées aux forces d'occupation résidait dans l'adhésion du peuple à la glorieuse à la Révolution pour libérer le pays du joug colonial, la détermination des moudjahidine et l'efficacité des plans militaires élaborés. Le col-

loque est organisé par la direction des moudjahidine et le musée de wilaya du moudjahid en coordination avec la Fondation de la mémoire de la Wilaya IV historique et la commune de Lardjem dans le cadre de la commémoration du 663e anniversaire de la bataille de Bab El Bekkouche, en présence de moudjahidine de plusieurs wilayas du pays, d'universitaires et chercheurs dans l'histoire de la glorieuse guerre de libération nationale.

BATNA

L'écrivain et dramaturge Khaled Bouali inhumé

L'écrivain et dramaturge Khaled Bouali, décédé lundi à Batna à l'âge de 63 ans après une longue maladie, a été inhumé hier après-midi au cimetière de Bouzourane, en présence de ses proches, ses amis et ses élèves. Des intellectuels, des professionnels du théâtre et une foule de citoyens ont également accompagné à sa dernière demeure le défunt, qui fut l'une des plus illustres figures de la culture dans la capitale des Aurès. Pour l'artiste Salim Souhali, le défunt était "un poète, un écrivain et un dramaturge, s'exprimant aussi bien en arabe qu'en français. C'est une grande perte pour la scène littéraire et théâtrale locale et nationale". L'artiste Farid Ferroudji a exprimé, de son côté, sa "profonde tristesse" suite à la disparition de cet écrivain sensible qui l'avait, a-t-il précisé, "initié aux bases du 4ème art". "Khaled Bouali a été mon enseignant de français au lycée Abbas Laghrour au milieu des années 1980 et c'est avec lui que j'ai découvert le monde du théâtre", a ajouté M. Ferroudji, poursuivant qu'avec le temps, il s'était lié d'une sincère amitié avec le défunt. Outre son célèbre poème "Laki" (A toi) et son recueil de nouvelles en arabe "El Bab El Akher" (L'autre porte), le défunt a laissé plusieurs œuvres manuscrites en arabe et en français, a indiqué Lounès Guerbissa, journaliste et ami du défunt.

Né le 10 février 1957 dans la ville de Batna, Khaled Bouali a suivi des études universitaires en sciences de la Terre à Constantine, enseigné le théâtre et la littérature française à l'université de Batna, enseigné également le français au palier secondaire et créé plusieurs associations artistiques et culturelles. Le défunt a écrit plusieurs pièces, dont "Sans commentaires", mise en scène pour le théâtre national algérien par Omar Maayouf en 2000 et "Jugurtha", produite par le théâtre régional de Batna en 2007, à l'occasion de la manifestation "Alger capitale de la culture arabe" avec une mise en scène de la défunte Sonia.

EQUIPE NATIONALE

Les fracassantes révélations de Belmadi

«Après le match de la Zambie, j'ai raté toutes les séances d'entraînement. J'étais tout le temps en réunion et je ne dirais pas où. J'étais dans des endroits où je ne devais pas être. Je ne parle pas de la présidence de République», a révélé le driver des Verts.

Égal à lui-même et toujours sans langue de bois, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a fait, hier en conférence de presse, de fracassantes révélations sur ce qu'il a vécu avant l'élection électorale de la FAF. « Certains ont créé une non-affaire en plein mois sacré du Ramadhan et on voulait que j'intervienne, alors que ça ne m'intéresse pas. Le plus important, c'est mon rôle d'entraîneur. J'ai eu un stage vraiment perturbé, chaotique. On a dit que j'ai raté un entraînement pour aller voir le président de la République, or, après le match de la Zambie, j'ai raté toutes les séances d'entraînement. J'étais tout le temps en réunion et je ne dirais pas où. J'étais dans des endroits où je ne devais pas être. Je ne parle pas de la présidence de République. Ce n'était pas mon rôle, mais il semblerait que c'était utile. Je l'ai fait pour le bien de l'EN. Je n'en dirais pas plus. Je n'étais pas à l'aise dans ces endroits. Des candidats à la candidature se permettaient aussi de m'appeler et voulaient des garanties d'élection. Ils voulaient me rencontrer en présence de gens importants et en haut lieu. Ce n'est



pas mon langage, je ne sais ce que veut dire ça ! On est tous des gens importants, et en haut lieu, il y a le Bon Dieu. Je ne comprends pas ce langage et je ne veux pas le comprendre. Ils voulaient me rencontrer sous la table, avec des gens importants. C'est de la corruption, non ? C'est fini le piston dans la nouvelle Algérie, non ? Je le dis avec véhémence, je ne marche pas dans tout ça. Je reste dans mon boulot. Je suis là pour l'équipe nationale, je ne perds pas le nord. J'ai dit que ne soutiens personne et qu'il faut se présenter à l'AG électorale avec une candidature et un programme. Ces gens n'ont pas honte et j'espère qu'ils vont réagir», a révélé Belmadi sans citer de noms.

D'autre part, le patron de l'EN accorde une grande importance pour les trois matchs amicaux de ce mois de juin contre la Mauritanie (3 juin/Blida 20h45), le

Mali (6 juin/Blida 20h45) et la Tunisie (11 juin/Tunis). Les Verts auront à conserver leur invincibilité et à améliorer leur position au classement FIFA. «Pas de matchs amicaux en football, surtout en sélection. Ce sont des matches de préparation très importants contre des équipes dont le choix a été bien étudié. Ils vont nous permettre d'effectuer des ajustements dans notre préparation pour les éliminatoires du Mondial 2022. La Mauritanie est une équipe en perpétuelle progression, avec de bons résultats dans les éliminatoires de la CAN. C'est une équipe qui va nous poser des problèmes et elle est meilleure que celle du Djibouti que nous allons affronter en septembre prochain. Quant au Mali, c'est une grosse équipe, avec plus de 30 joueurs évoluant en Europe. Il ne faut pas s'étonner si les Maliens seront au sommet dans quelques

années. Ils sont au moins aussi forts ou meilleurs que les Burkinabés. Je les respecte beaucoup. Quant à la Tunisie, elle n'est plus à présenter. Elle est demi-finaliste de la CAN-2019, mondialiste et 2e au classement africain.

«LES MATCHS CONTRE LA MAURITANIE, LE MALI ET LA TUNISIE SONT TRÈS IMPORTANTS»

Il faut être ingénieur en aérospatiale pour comprendre ce classement FIFA, mais je sais qu'en affrontant des équipes mieux classées que nous, on a plus de chances d'évoluer dans ce classement, en vue d'un éventuel barrage pour la Coupe du Monde», a expliqué le driver des Verts, qui compte «donner la chance aux autres joueurs d'avoir du temps de jeu». Questionné sur la non-sélection de Sayoud et du meilleur buteur de la Ligue 1 algérienne, Messaoudi, Belmadi a indiqué qu'il préfère continuer à faire confiance à Boulaya, et aux trois avants centre, Bounedjah, Slimani et Delort, tous performants. «Je ne veux pas accumuler les joueurs qui ne jouent jamais. Je ne suis pas dans le test pour le test. Sayoud et Messaoudi doivent attendre l'opportunité comme l'ont fait Benlamri, Belaili et Bounedjah», a expliqué Belmadi qui «regrette ce qui arrive à Khacef» et qui ne cache pas sa satisfaction sur le retour et la forme actuelle de Youcef Atal. Concernant Mahrez qui a connu désillusion en finale de la Ligue des champions, le sélectionneur national s'attend à un retour en force du capitaine des Verts. «Mahrez est un joueur de haut niveau, il est censé rebondir après des échecs. Il en a eu dans sa carrière, il a toujours remonté la pente», lance Belmadi

L. B.

CYCLISME

Nesrine Houili rejoindra un club suisse

La jeune cycliste algérienne, Nesrine Houili, rejoindra en juillet prochain un club suisse dans une première expérience professionnelle à l'étranger, selon son entraîneur au club AS Naftal Oran. Agé de 17 ans, cette étoile montante de la "petite reine" algérienne avait brillé de mille feux lors du championnat d'Afrique des juniors, déroulé en mars dernier en Egypte, s'adjugeant pas moins de six médailles (3 or, 2 argent et 1 bronze). "C'est au cours de ce championnat d'Afrique que Houili a réussi à taper dans l'œil des recruteurs suisses. Ces derniers n'ont pas hésité à demander son transfert en Suisse pour parfaire sa formation. Evidemment, il s'agit

d'une très belle chose pour le cyclisme national" a déclaré à l'APS, le coach de l'AS Naftal Oran, Mohamed Bessayeh. Avant de rejoindre son nouveau club, la native d'Oued Tlelat (Oran) effectuera d'abord un regroupement de quelques semaines au niveau d'un centre d'entraînement international en Suisse. Ce stage, financé par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) s'inscrit dans le cadre des préparatifs de cette athlète pour le championnat du monde sur piste prévu, pour octobre prochain. Nesrine Houili a entamé sa carrière sportive en cyclisme à l'âge de 13 ans au sein du club de sa ville natale, le Nasr Tlelat, avant de rejoindre, en début de la

saison en cours, l'AS Naftal Oran. Grâce à cette jeune sportive, l'Algérie caracole en tête de quatre spécialités chez les juniors filles dans le nouveau classement mondial de l'Union internationale de cyclisme (UCI), à savoir : le Keirin, le Scratch, la course aux points et l'élimination. Une prouesse réalisée au prix des exploits individuels de Nesrine Houili, lors des derniers Championnats d'Afrique (sur piste et sur route), disputés au Caire. La jeune Oranaise est d'ailleurs leader mondiale de l'épreuve de l'élimination, avec 600 points, devant la Portugaise Daniela Compos, avec le même nombre de points, et l'Égyptienne Eliwa Apepa (540 pts).

TAHRAT DÉCLARE FORFAIT

Une reprise sans Mahrez et M'Bolhi

La sélection algérienne de football a entamé lundi sa préparation pour le match amical de jeudi prochain face à son homologue de la Mauritanie. Trois joueurs n'ont pas rejoint le CTN de Sidi Moussa, en l'occurrence Riyad Mahrez, Raïs M'Bolhi et Mehdi Tahrat. Mahrez et M'Bolhi sont attendus à Alger dans les prochaines heures, alors que Tahrat déclare forfait pour blessure. "Hormis Riyad Mahrez et Raïs M'Bolhi, qui n'ont pas encore rejoint le groupe, et Mehdi Tahrat qui n'y sera pas pour cause de blessure, tous les Verts ont pris part à l'entraînement dirigé par le sélectionneur national, M. Djamel Belmadi, et toute son équipe technique", a-t-on indiqué sur le site officiel de la FAF. Mahrez et M'Bolhi seront dispensés du premier match amical contre la Mauritanie.

L. B.

AMICAL

Le Burundi pour les A'

La sélection algérienne des joueurs locaux (EN A'), version Madjid Bougherra, fera sa première sortie amicale, le 16 juin prochain sur l'arène du nouveau stade d'Oran, face à son homologue du Burundi, a-t-on annoncé sur le site officiel de la FAF. "La sélection nationale des joueurs locaux affrontera son homologue du Burundi le mercredi 16 juin 2021 (à 20h45) au nouveau stade Olympique d'Oran. Le stage, sous la conduite du sélectionneur national M. Madjid Bougherra, débutera le samedi 13 juin au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avec les tests PCR pour les joueurs et les membres des différents staffs puis une première séance d'entraînement en fin d'après-midi. Le départ pour la ville d'Oran est prévu le mardi 15 juin dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahia. La liste des joueurs qui seront convoqués par M. Bougherra sera publiée ultérieurement", a-t-on précisé. Les A' auront un beau challenge à la fin de l'année, à savoir la Coupe Arabe des Nations de la FIFA qu'abritera le Qatar en décembre prochain.

L. B.

COUPE DE LA LIGUE

Les horaires des quarts de finales

La Ligue de football professionnel (LFP) a communiqué lundi les horaires des rencontres des quarts de finale de la Coupe de la Ligue, prévus ce vendredi. Le premier match entre le NC Magra et la JS Saoura aura lieu à 16h. Deux rencontres débiteront à 17h, à savoir USMA-OM et MCO-WAT, tandis que le coup d'envoi du quatrième match entre l'USB et la JSK sera donné à 17h45.

Programme des quarts de finale :

NC Magra - JS Saoura	16h00
USM Alger - O Médéa	17h00
MC Oran - WA Tlemcen	17h00
US Biskra - JS Kabylie	17h45

COUPE ARABE DES NATIONS (U20)

L'Algérie débutera contre la Mauritanie

La sélection algérienne de football des moins de vingt ans (U20) entamera la Coupe arabe des nations de la catégorie contre son homologue mauritanienne le 20 juin à 19h (heure locale) au Caire, pour le compte de la première journée de la compétition, selon le calendrier dévoilé lundi dernier par l'Union arabe de football (UAFA). Reversée dans le groupe A, l'équipe algérienne enchaînera le 23 juin contre l'Égypte (pays hôte) à 16h, avant de boucler la

phase de poules contre le Niger le 26 juin à 16h. Le match d'ouverture de la compétition qui regroupe 16 équipes scindées en quatre groupes de quatre, opposera l'Égypte au Niger le 20 juin. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour le second tour du tournoi. La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite avait été remportée par le Sénégal, et avait enregistré la participation d'un total de seize nations.

FC BARCELONE Agüero : «J'espère que Messi restera»

Fraîchement débarqué au Barça, Sergio Agüero espère que son grand ami Leo Messi restera en Catalogne.

Personne n'était plus heureux que Sergio Agüero lundi soir, ayant enfin réalisé son rêve d'enfance de rejoindre le FC Barcelone et admettant au passage qu'il espérait désormais jouer aux côtés de l'un de ses amis les plus proches, un certain Lionel Messi. Agüero a effectué un transfert gratuit de Manchester City lundi et est devenu la première recrue de Barcelone du mercato estival 2021/22. "On espère être ensemble, a indiqué l'ancien joueur de Manchester City lors de sa présentation, lundi soir. Mais ça fait longtemps qu'on négocie avec (le président, Joan) Laporta. Ce qui se passe avec Leo, ce sont des décisions qu'il prendra avec le club. Ce serait un plaisir et une fierté si l'on jouait ensemble. Je le connais depuis les sélections de jeunes. J'ai toujours pensé que le Barça était le meilleur club au monde pour Messi. J'espère qu'on pourra jouer ensemble au Barça. Je pense que Leo restera". L'arrivée de son grand ami Sergio Agüero en Catalogne pourrait bien achever de convaincre le lutin argentin de poursuivre l'aventure chez les Blaugrana. Un souhait très clair chez beaucoup de ses coéquipiers, notamment Frenkie de Jong. «J'ai le sentiment qu'il est heureux à Barcelone. J'espère vraiment qu'il restera, car il nous aide. Il est toujours de loin le meilleur joueur. S'il m'a dit qu'il devait rester ? Non, pas directement. Mais nous parlons de beaucoup de choses. C'est spécial de



jouer avec lui. Quand j'avais 12 ans, il était déjà le meilleur du monde. Si les positions sont les mêmes et que je peux choisir entre jouer avec Messi ou avec quelqu'un d'autre, je choisis toujours Messi. Ce serait insensé de ne pas le faire.

ERIC GARCIA, C'EST SIGNÉ

Il est le meilleur de tous les temps», s'est émerveillé le Batave dans un entretien au média NU. De Jong a également été interrogé sur les arrivées potentielles de ses compatriotes Georginio Wijnaldum et Memphis Depay. «Wijnaldum et Depay? Il faut voir ce qu'ils vont faire. Je ne sais pas à quel point c'est sérieux. Et peut-être que je le sais, mais que je ne le dis pas (rires)», a-t-il souri.

Comme pressenti depuis plusieurs mois, Eric Garcia (20 ans, 12 matchs toutes compétitions cette saison) évoluera au FC Barcelone la saison prochaine. En fin de contrat avec Manchester City, le défenseur central espagnol s'est engagé pour cinq saisons avec le club catalan, soit jusqu'en juin 2026. Son contrat est assorti d'une clause libératoire fixée à 400 millions d'euros. Formé à la Masia, le centre de formation barcelonais, Garcia était parti en Angleterre en 2017 pour s'engager chez les Citizens. C'est donc un retour aux sources pour le natif de Barcelone. Il s'agit de la deuxième recrue estivale du Barça après l'attaquant Sergio Agüero, qui était lui aussi en fin de contrat avec Manchester City.

REAL MADRID

Hazard veut honorer son contrat

Un transfert à Chelsea a été évoqué pour Eden Hazard, qui vient de passer plusieurs mois cauchemardesques au Real Madrid. La tentation de quitter le Real pouvait donc paraître très grande, surtout depuis le départ de Zinedine Zidane. L'ailier belge, désireux de trancher sur son futur avant le début de l'Euro 2020 avec les Diables Rouges, a rendu publique sa volonté de poursuivre sa carrière dans la capitale espagnole. «Je ne me vois pas ailleurs qu'au Real Madrid. J'ai encore trois ans de contrat.

Je me connais, et je sais que si je suis prêt à jouer et complètement en forme, je peux faire de grandes choses avec ce club. Premièrement je suis concentré sur l'Euro, mais ensuite je veux faire de grandes choses pour le Real la saison prochaine», a maintenu Hazard, lui qui était présent ce lundi en conférence de presse avec sa sélection nationale.

ANCELOTTI PRESENTI

Florentino Perez ne chôme pas. Toujours en première ligne dans la guerre ouverte contre l'UEFA, le président du Real Madrid croule sous les dossiers. Le plus urgent concerne évidemment la succession de Zinedine



Zidane, qui a décidé de claquer la porte du club merengue à un an de la fin de son contrat. Pointé du doigt par le technicien français dans une lettre publiée dans les colonnes de AS, le boss du Real n'a pas le droit à l'erreur après la première saison blanche du club merengue depuis 2015. Plusieurs noms ont déjà été évoqués, parmi lesquels ceux d'Antonio Conte, Mauricio Pochettino ou Raul, mais un nouveau

nom s'est ajouté à la liste. A en croire la Cadena Ser, Carlo Ancelotti serait en effet sur les tablettes des vice-champions d'Espagne. L'actuel entraîneur d'Everton, qui a passé deux saisons à la tête du Real Madrid, avec à la clé la conquête de la «Decima» en 2014, a laissé de bons souvenirs chez les Merengue et les dirigeants madrilènes auraient commencé à discuter avec leurs homologues des Toffees.

LE COUP DE GUEULE DE ZIDANE PAS DIGÉRÉ EN INTERNE

Zinedine Zidane a tenu à dévoiler les raisons de son départ du Real Madrid. Une réaction que la direction madrilène n'aurait clairement pas appréciée. Comme l'explique Marca, la réaction de Zinedine Zidane après son départ n'aurait pas du tout été appréciée au sein du Real Madrid. En interne, on jugerait cela comme inattendu et déplacé. Les Merengue trouveraient que le technicien tricolore manque d'autocritique, notamment sur la gestion des dossiers de Luka Jovic et Martin Odegaard. Néanmoins, le club madrilène ne souhaiterait pas répondre à son ancien entraîneur afin de ne pas entacher sa relation avec lui plus qu'elle ne l'est déjà.

JUVENTUS

Donnarumma, c'est en bonne voie

Dans un mois, Gianluigi Donnarumma sera libre de tout contrat. Ce dernier qui a refusé de prolonger avec le Milan AC, pourrait tout de même rester en Italie. Selon les dernières informations de Tuttosport, ce dernier serait proche de s'engager en faveur de la Juventus Turin. Les discussions entre les deux parties seraient très avancées. Alors que le portier transalpin et son agent se montraient très gourmands au niveau du salaire, ces derniers auraient décidé de revoir leurs exigences à la baisse. Un accord pour un contrat de cinq ans et un salaire annuel de six millions d'euros serait en bonne voie.

PARIS SG

Que de mauvaises nouvelles !

Les mauvaises nouvelles semblent s'enchaîner pour le PSG. Depuis dimanche, c'est tout d'abord la piste menant à Achraf Hakimi qui s'est refroidie. La faute notamment aux exigences de l'Inter Milan, qui réclame en effet pas moins de 80 millions d'euros pour laisser partir son défenseur vedette. Mais le dossier Théo Hernandez apparaît désormais encore plus compliqué. Car, à l'inverse de l'international marocain, qui se serait déjà entendu avec les dirigeants parisiens pour rejoindre le club de la capitale, le défenseur tricolore n'est pas décidé à quitter le Milan AC. S'il est sensible à l'intérêt des vice-champions de France, le natif de Marseille se plaît chez les Rossoneri et entend poursuivre l'aventure en Lombardie. Une envie partagée puisque le club milanais n'est pas disposé à le laisser partir et compte au contraire entamer des discussions pour une prolongation, avec à la clé une substantielle revalorisation salariale. Le PSG ne désespère pas pour autant d'attirer l'ancien Madrilène mais pourrait rapidement devoir activer un plan B. Selon la presse allemande, les vice-champions de France auraient d'ailleurs également des vues sur Nordi Mukiele, très en vue avec Leipzig. Les dirigeants parisiens seraient d'ailleurs partagés sur la question du couloir gauche. Car si certains militent clairement pour le recrutement d'un joueur de premier plan, d'autres privilégieraient la signature d'un arrière gauche pouvant jouer les doublures derrière Juan Bernat.

OMARSEILLE

Un mercato mouvementé

Une bonne nouvelle pourrait tomber dans les prochains jours pour l'Olympique de Marseille. A en croire la presse brésilienne, le transfert de Gerson serait en effet en passe d'être finalisé. Moyennant 25 millions d'euros plus cinq millions en bonus ainsi qu'un pourcentage de 20% à la revente, Gerson s'appête à s'engager pour cinq ans à l'OM. Mais, le jeune Brésilien ne devrait pas être le seul renfort olympien dans l'entrejeu. Les Ciel et Blanc espèrent en effet également l'arrivée de Matteo Guendouzi et à en croire La Provence, les dirigeants phocéens ont une autre idée en tête si la piste menant au joueur prêté cette saison au Herta Berlin n'aboutissait pas. L'OM aurait également des vues sur Francis Coquelin. Des contacts préliminaires ont d'ailleurs été noués avec le joueur de Villarreal, sous contrat jusqu'en juin 2024. L'ancien Gunner, s'il a ajouté la Ligue Europa à son palmarès, sort d'une saison compliquée avec notamment seulement sept titularisations en Liga.

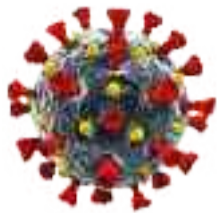
COPA AMERICA

C'est pour le Brésil

Gros changement de programme pour la Copa America ! Alors qu'elle se devait se tenir en Colombie et en Argentine, puis seulement en Argentine, l'édition 2021 du tournoi aura finalement lieu au Brésil, du 13 juin au 10 juillet 2021. Comme prévu, la compétition réunira 10 équipes, réparties en deux groupes de cinq pour la première phase.

Vidal positif au Covid-19 et hospitalisé

Le milieu de terrain Arturo Vidal (34 ans, 118 sélections et 32 buts) a été testé positif au Covid-19 lundi alors qu'il se trouvait avec sa sélection du Chili. Selon un communiqué publié sur le site de l'équipe nationale chilienne, le joueur de l'Inter Milan "a été hospitalisé et isolé du groupe pendant plus de 72 heures (...) en raison d'une amygdalite pleurale sévère". Il ne disputera pas le prochain match contre l'Argentine, jeudi, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.



PANDÉMIE DE COVID-19

305 nouveaux cas, 218 guérisons et 8 décès en 24 heures

STRATÉGIE DE LUTTE DE L'ONU CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Algérie déterminée à apporter sa contribution

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, a souligné mardi à Alger la détermination de l'Algérie à apporter sa contribution à la mise en œuvre de la stratégie des Nations unies pour la lutte contre les changements climatiques. S'exprimant dans une contribution parue sur le quotidien national Le Soir d'Algérie, M. Chitour a réitéré l'engagement de l'Algérie à apporter sa contribution à la mise en œuvre de la stratégie des Nations unies pour la lutte contre les changements climatiques et à participer avec « détermination aux travaux de l'Irena, pour faire avancer les actions en faveur de la promotion des énergies renouvelables ». M. Chitour a rappelé, dans ce contexte, l'élaboration du « livre blanc » sur l'impact des changements climatiques en Algérie, ainsi que les efforts menés pour en atténuer leurs effets « néfastes », assurant que ces efforts ont été « appréciés ». Il a précisé également que l'Algérie a été élue à des organes-clés de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena), à l'issue des travaux de la 21e réunion du conseil de cette organisation intergouvernementale les 25 et 26 mai. Ainsi, l'Algérie a successivement été élue membre, puis vice-présidente de la Commission du programme et de la stratégie (CSP), et aussi comme membre du Comité consultatif sur l'éthique pour un mandat de deux ans, a-t-il mentionné. De plus, l'Algérie compte déployer au moins 1 000 MW /an en solaire éolien et développer son Plan hydrogène vert pour l'après 2030 en développant le Plan



solaire, le dessalement de l'eau de mer et la mise en place d'électrolyseur pour être à terme un pourvoyeur des pays européens qui l'aideront à mettre en place le Plan Hydrogène Vert, a-t-il soutenu. «Cet hydrogène pourrait remplacer le gaz naturel qui sera laissé aux générations futures. Pour la mise en place de ce plan Marshall qui est une rupture d'avec la rente pétrolière et gazière, il faudra former des milliers d'ingénieurs et des dizaines de milliers de techniciens. La mise en place de l'Institut de la transition énergétique renouvelable (ITEER) à Sidi Abdallah est un premier jalon dans la formation de l'élite», a tenu à ajouter M. Chitour. Evoquant la prochaine conférence climatique mondiale la COP 26 qui se tiendra à Glasgow en Ecosse du 1 au 12 novembre prochain, M. Chitour a affirmé que cette conférence constitue «le nouvel espoir pour sauver la Terre». Selon le ministre, les «attentes à l'égard de cet évé-

nement sont élevées» et que la COP26 sera le premier sommet au cours duquel seront examinés les progrès accomplis ou non depuis la signature de l'Accord de Paris sur le climat en 2015 ainsi que l'occasion de fixer de nouveaux objectifs à long terme pour lutter contre le changement climatique. Cette conférence constitue aussi, selon M. Chitour, «un espoir pour les Africains», impactés «durement et sans réplique contre les méfaits des changements climatiques, qui ne sont pour rien dans les 1 400 milliards de tonnes de CO2, qui aspirent à une justice écologique, une justice énergétique ou ne serait-ce qu'en appliquant les 17 recommandations du millénaire proposées par les Nations unies». A cet effet, il a souligné que «l'Algérie est prête à faire son devoir pour la réussite de la COP 26 qui est, à bien des égards, l'un des derniers espoirs pour sauver la planète ».

PROTECTION DES ENFANTS CONTRE TOUTES FORMES DE VIOLENCES

Djerad insiste sur la nécessité de redoubler d'efforts

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a insisté, hier, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour protéger les enfants contre toutes formes de violences et de créer un environnement propice à leur éducation pour les préparer à une vie meilleure. «Les enfants font l'équilibre de ce monde avec leur spontanéité, leur hon-

nêteté et leur pureté», a écrit M. Djerad sur sa page Facebook. Et d'ajouter: «Les enfants sont notre avenir que nous voulons plus beau, nous devons donc redoubler d'efforts pour les protéger contre toutes formes de violences et créer un environnement propice à leur éducation pour les préparer à une vie meilleure, quelles que

soient leurs conditions de santé ou sociales». «Mettons l'Algérie dans leur ligne de mire, car chaque vœu qu'on leur adresse est un vœu pour célébrer la vie. Nous souhaitons, chaque année, paix et bonheur pour tous les enfants de l'Algérie et du monde entier», a conclu M. Djerad dans son message.

UGANDA

Un ministre blessé par balles, sa fille et son garde du corps tués

Le ministre ougandais des Transports, ancien chef de l'armée, a été blessé hier par balles lors d'une attaque au cours de laquelle sa fille et son garde du corps ont été tués, a annoncé la porte-parole du gouvernement. Le général Edward Katumba Wamala, qui a dirigé les forces armées entre 2013 et 2017, a été visé par des tirs lors d'un déplacement en voiture à la périphérie nord de Kampala, la capitale, selon le porte-parole, Chris Baryomunsi. Le ministre «a été la cible d'une attaque ce matin (...) Sa fille et son garde du corps ont été atteints par des tirs et sont morts sur place», a déclaré mardi M. Baryomunsi à l'AFP. «Le général Katumba a été transporté d'urgence à l'hôpital avec des blessures par balles et est soigné. Les enquêteurs ont pris en charge la scène de crime», a-t-il ajouté, «l'enquête déterminera le mobile et ceux qui sont derrière »cette attaque. La porte-parole de l'ar-

mée ougandaise Flavia Byekwaso a confirmé l'attaque. Des témoins ont affirmé à des Chaînes locales de télévision que quatre hommes masqués se déplaçant sur deux motos ont tiré à de nombreuses reprises sur la voiture du ministre. Des images diffusées sur ces Chaînes ainsi que sur les réseaux sociaux montrent le véhicule - facilement identifiable grâce à sa plaque d'immatriculation verte réservée aux militaires - criblé de dizaines de trous. Dans une vidéo destinée à ses enfants et visionnée par l'AFP, Edward Katumba Wamala a affirmé qu'il était blessé aux bras. «J'ai survécu. Nous avons perdu Brenda. C'est le projet de Dieu. Je vous aime», leur dit-il. Le président Yoweri Museveni a qualifié sur Twitter les assaillants de «porcs qui ne connaissent pas la valeur de la vie». «J'ai parlé deux fois au général Katumba au téléphone. On s'occupe bien de lui», écrit-il,

ajoutant que les autorités ont «déjà des indices sur ces tueurs». Cette attaque est la dernière en date d'une série de meurtres ayant visé ces dernières années des personnalités ougandaises selon un mode opératoire similaire. En juin 2018, Ibrahim Abiriga, l'un des leaders du Mouvement de résistance nationale (NRM), le parti du président Museveni, a été tué par balles par des hommes à motos. En mars 2017, le porte-parole de la police ougandaise Andrew Kawes a été tué dans la même zone que l'attaque de mardi. Des témoins ont raconté avoir vu quatre hommes masqués, juchés sur deux motos, tirer sur lui. En mars 2015, Joan Kagezi, une procureure qui enquêtait sur une attaque djihadiste survenue à Kampala en 2010, a été tuée par balles par des motards alors qu'elle rentrait chez elle. Personne n'a été condamné dans aucun de ces trois meurtres.

Au fil du jour

Tuer l'homme dans le cœur de l'enfant

Par Rachid Ezziane

Il s'agit d'une histoire d'Amérindiens venue du Canada, le pays des contrées vierges, des rivières et des droits de l'homme. Le «Canada», l'incalculable village où vivent 4 habitants au kilomètre carré, l'un des pays les moins peuplés au monde, qui dit dans son hymne national : «Notre guide est la loi. Sachons être un peuple de frères, sous le joug de la foi...».

Dans ce Canada, du peuple frère, envié et convoité, une loi ségrégationniste a été appliquée durant plus d'un siècle, rien que ça, de 1876 à 1996 sur les habitants autochtones, les Amérindiens. Cette loi donne l'autorité exclusive au gouvernement canadien de légiférer, comme il lui semble, sur l'avenir des indiens et les terres qui leur ont été réservées. Alors, les représentants du « peuple frère » n'ont pas hésité à penser à la place des autochtones Amérindiens. Et voilà ce qu'ils ont trouvé de plus ingénieux pour les émanciper : civiliser leurs enfants. Comment ça ? Eh bien tout simplement en les enlevant de force de chez eux. Et, comble de civilisation occidentale au faite de son émancipation, les autorités canadiennes ont justifié cet enlèvement barbare par, tenez-vous bien : «Tuer l'indien dans le cœur de l'enfant». Qui dit mieux ? Je sais, il y a eu pire... en Occident.

Voici un exemple de cet « enlèvement » pour la bonne cause civilisatrice : «Comme des dizaines de milliers d'Amérindiens, dit Saganash, c'était en 1969, j'avais 7 ans. Je ne parlais que «le cri» [langue des Amérindiens Waswanipi]. On m'a arraché à ma famille pour m'expédier dans un pensionnat à La Tuque, à 600 km d'où nous habitons. Le personnel de la pension ne parlait qu'anglais, et à l'école publique que je fréquentais durant la journée on ne parlait que français [...] J'y suis resté dix ans. On nous a expliqué qu'on était là pour être civilisés, que notre langue n'était pas une langue. On ne voyait nos parents que quelques semaines durant l'été. Nous étions, chez nous, quatorze enfants. Seuls les plus âgés ont échappé aux écoles résidentielles. Beaucoup d'enfants ont été abusés physiquement. Les traumatismes qui ont résulté sont toujours présents. J'ai un frère de 27 ans qui demeure aujourd'hui emprisonné entre deux mondes. Il reste incapable de s'intégrer dans l'une ou l'autre société.»

En vérité, ce témoignage n'est que la partie émergée de l'ampleur des dégâts causés par cette loi ségrégationniste. Le mal occidental se trouve dans son psychisme - égocentrique. Tout doit découler de lui et pour lui.

J'ai volontairement reformulé la devise des autorités canadiennes de «Tuer l'indien dans le cœur de l'enfant» par : «Tuer l'homme dans le cœur de l'enfant», car réellement c'est ce qui s'est passé. Avec cette loi, on n'a pas seulement tué l'indien, mais l'essence de l'homme dans son acception ontologique. Comme l'ont voulu, à une époque, les Français en Algérie, n'est-ce pas ?